

SOMMAIRE :

-Citroën : la crapulerie du trio syndicat-patron-gouvernement. p.3
 -5ème Congrès de RI.....p.4 et 5
 -Le PC : pourri dès ses origines.....p.6
 -"reprise économique" : ni mondiale, ni américaine.....p.7
 -La politique de la "gauche dans l'opposition".....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 124, sept. 84, 4 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

LES TETES CHANGENT, PAS LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE RIPOSTE OUVRIERE !

● "Il y a une France qui gagne" a déclaré récemment Fabius. Monsieur le Premier Ministre voudrait-il persuader les ouvriers de Citroën qui récoltent aujourd'hui les mêmes plans de licenciements qu'il y a trois mois, ou l'ensemble des prolétaires qui "bénéficient" dès la rentrée des nouvelles hausses des tarifs publics, des impôts, de l'essence, qu'ils ont "gagné" au changement d'équipe ministérielle ? Non, il parle bien évidemment au nom de sa classe, la bourgeoisie. Ce quidam a donc été poussé à son tour sur la plus haute marche du podium ministériel pour remplacer Mauroy; non pas que Mauroy n'ait pas l'étoffe d'un décathlonien de la bourgeoisie. Pendant trois ans, celui-ci a brillé dans toutes les disciplines : son gouvernement a incarné "l'union de la gauche" avec le PCF (qui n'est que l'union de deux fractions de la bourgeoisie), réalisé une austérité record, préparé des vagues de licenciements de concert avec les syndicats et réprimé les grèves, enfin il s'est impliqué directement sur le plan impérialiste aux côtés de Reagan. Il faudrait être naïf pour croire que Mauroy aurait été viré à cause de la pression de la droite défilant dans la rue pour "l'école libre". Ce n'est pas la pression de la droite ou du patronat qui a imposé le réarmement de la bourgeoisie auquel nous venons d'assister en France, pour tenter de mener à son terme le par-

cours législatif, pour "jouer les prolongations" comme le dit le journal "Le Matin" à propos de Rocard, non, c'est la nécessité de faire face à la menace de la classe ouvrière. Cette menace qui est une réalité au niveau international s'est précisée ces derniers mois dans plusieurs secteurs industriels en France, en particulier dans un secteur où l'attaque capitaliste frappe et va continuer de frapper de plein fouet : dans l'automobile. C'est la nécessité de faire face à la classe ouvrière en tentant de limiter les dégâts causés dans les illusions des ouvriers par la venue inopinée de la gauche au pouvoir en mai 81, alors qu'elle aurait dû et (et souhaitait) rester dans l'opposition comme ses consocérateurs au niveau international. Ceci est la confirmation de notre analyse selon laquelle la gauche dans l'opposition est la seule politique de barrage aux luttes ouvrières qu'est contrainte d'appliquer la bourgeoisie des pays industrialisés du bloc occidental (1), tout comme la bourgeoisie de l'est use d'une "gauche dans la clandestinité" façon Solidarnosc. C'est la confirmation qu'il existe depuis ce mois de mai 81 une situation de faiblesse idéologique pour l'ensemble de la bourgeoisie que le journal de "gauche", "Le Monde" exprime en chapitrant une de ses rubriques régulières : "le rejet de la politique", lui

qui a perdu des plumes dans l'affaire, et continue de perdre des lecteurs !

Mauroy s'est disqualifié pour l'essentiel en 3 ans aux yeux des ouvriers; il a échoué à les embrigader derrière un intérêt qui leur est étranger : la défense du capital national. Pour son successeur, la tâche est peu reluisante et vouée au même insuccès; l'organisme "boussole" du capitalisme, l'OCDE, a prévenu : "il n'y a pas d'alternative à la politique de rigueur décidée en mars 83".

En réponse à cette attaque planifiée du capitalisme, les travailleurs de Talbot, de Citroën, de la sidérurgie, des chantiers navals, des services publics, de plusieurs petites entreprises, etc... ont déjà répondu par la lutte au cours des mois écoulés. Ces luttes ont même sonné un signal d'alarme dans la région parisienne, effrayant les fractions spécialisées de la bourgeoisie dans l'encadrement des ouvriers comme le PCF. Un PCF qui s'est discrédité à plusieurs reprises en chassant des prolétaires immigrés de ses municipalités, en dénonçant la trop grande présence d'immigrés dans les grèves comme à Talbot (voir le magazine "Revolution" n°202) et en chutant catastrophiquement au niveau électoral par son trop grand soutien à la politique d'austérité de "l'ami des ouvriers", Mauroy.

Le changement de Premier ministre a

fourni au PCF l'occasion de faire le pas essentiel : ses déclarations de plus en plus critiques de ces derniers mois en manifestaient la claire intention. Avec le renvoi de Mauroy, il s'est agi de s'éclipser sans trop de tapage en l'absence momentanée de grèves significatives pour pouvoir mener sa fonction de sabotage des luttes, et étrangement, en période estivale ... comme les hausses des prix !

Cette nouvelle situation permet un entracte où le PCF peut intensifier ses critiques à la veille de la rentrée "sociale" et de ne plus se mouiller dans les mesures gouvernementales anti-ouvrières. L'"Humanité" du 22-8 montre comment il lâche ses billes :

"...un nouveau gouvernement auquel les communistes n'ont pu participer en raison de ses orientations en matière d'emploi et de politique industrielle, les hausses répétées de l'été minant le pouvoir d'achat, le nombre grandissant sans cesse de demandeurs d'emplois..."

Le PCF, vieux parti stalinien, n'est pas seul à même d'assurer la couverture du champ social nécessaire à l'ordre établi, et il faudra bien que tôt ou tard une fraction significative du PS le rejoigne. En attendant, on respire du côté de la CGT qui connaît depuis longtemps de grosses difficultés tant au niveau du contrôle des luttes qu'à (suite p.2)

PCF AU GOUVERNEMENT : 3 ANS DE LOYAUX SERVICES POUR LE CAPITAL

NOUS N'OUBLIERONS PAS !

● Hier, en 81, le PCF entrait au gouvernement pour construire une France "socialiste".

Aujourd'hui, il en sort : il ne serait plus d'accord avec la politique qu'il a pratiquée pendant 3 ans. Pourtant, cette politique n'a rien de nouveau, ni d'exceptionnel pour lui : ce n'est pas la première fois que le PCF participe à un gouvernement : il y a été avec De Gaulle après la guerre. Et c'est bien la même politique qu'il a fait il y a 40 ans.

Une politique capitaliste.

Une politique anti-ouvrière.

Demain, ouvriers, il ne faudra pas oublier, quand le PCF parlera de la "défense des travailleurs", ce qu'il a toujours fait.

Il faudra garder bien en tête le travail effectué ces trois dernières années par ce parti qui se dit "communiste", mais dont la pratique n'est que la défense des intérêts de sa classe : la bourgeoisie.

Rappelons nous sa participation à la politique militariste de la France, son soutien à l'augmentation énorme des budgets d'armement, à l'engagement dans les guerres du Liban et du Tchad. Il était au pouvoir, il a approuvé et soutenu ces décisions.

Rappelons-nous les premières mesures anti-ouvrières, dès 81, le plan Delors en 82, le deuxième plan Delors après les Municipales en 83.

Il les a élaborées et il les a exécutées.

Rappelons-nous que les plans de licenciement jusqu'en 1988 sont déjà prêts.

Il était là pour les signer avant de partir.

Demain, quand il verra appliquer LEURS plans et LEURS mesures, il poussera un grand cri : "C'est un scandale !" Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, de toutes façons, ce sera pour les besoins de la politique du capital, contre les intérêts de la classe ouvrière.

NOUS N'OUBLIERONS PAS CES TROIS ANNEES !

Le PCF dans la guerre

Comme toute la bourgeoisie, de l'Est à l'Ouest, c'est sous couvert de la paix que le PC a dit OUI aux votes des budgets militaires. Il peut s'enorgueillir, par exemple, d'avoir

participé en janvier à la meilleure vente d'armements français jamais réalisée à l'Arabie Saoudite. Meilleur marchand de canons que la droite!

Il était là, quand, au nom de la paix, le bloc US assassinait à Sabra et Chatila pour mieux légitimer sa présence au Moyen-Orient ensuite. Il était au gouvernement pendant trois ans de massacres au Liban, en Irak, en Iran...

Il était là aussi quand les troupes françaises, envoyées par SON gouvernement, opéraient au Tchad.

C'est normal. N'est-il pas un des plus ardents défenseurs du capital français? Vaillant patriote, n'a-t-il pas déjà montré sa fidélité au drapeau national en 39-45, n'a-t-il pas crié et appelé à "chacun son boche" à la "Libération"?

Demain, quand il dénoncera les

guerres, il ne faudra pas oublier qu'il ne le fait que pour mieux nous y conduire.

Le PCF et ses mesures "sociales"... d'austérité

Non, nous n'oublierons pas non plus le dévouement au gouvernement qu'ont montré les 4 ministres PC au pouvoir : "Je crois que la présence des communistes est utile... indispensable à la majorité pour réussir. C'est une position unitaire, constructive." e encore affirmé Pierre Juquin en février 84, 5 mois à peine avant la sortie du PC du gouvernement. Les ministres PC ont effectivement bien travaillé aux côtés du PS. Qu'on en juge :

(suite p.2)

GRANDE-BRETAGNE : PAS DE SOLIDARITE SANS EXTENSION

C'EST EN PLEIN COEUR DE L'EUROPE QUE LES OUVRIERS ANGLAIS, AUJOURD'HUI A L'AVANT-GARDE DE LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE, REPRENNENT LE COMBAT DES PROLETAIRES POLONAIS EN 80.

LIRE EN PAGE 3

(suite de la p.1)

celui d'une désaffection de plus en plus marquée dans ses rangs; elle demandait avec impatience cette sortie des confrères ministres (voir RI n° 123). Ce syndicat pourra ainsi plus radicaliser son langage, maintenant que son parti bourgeois d'affiliation ne fait plus directement partie du gouvernement; il sera ainsi plus "à l'aise" pour saboter les luttes ouvrières qui couvent pour les mois à venir !

Une austerité redoublée

Ce réarmement politique, cette réorientation des cartes de la bourgeoisie est "l'annonce d'une série de mesures anti-ouvrières d'envergure" (cf article dans RI 123), c'est aussi cela qu'il faut comprendre. Faire face à la classe ouvrière pour un gouvernement capitaliste où il soit, c'est se donner les moyens d'appliquer des mesures économiques drastiques, obligatoires pour la survie de tous les Etats dans leur crise économique. De surcroît, en France, des retards ont été pris pour éviter une trop brutale explosion sociale. Fabius, le porte-voix direct de Mitterrand, doit poursuivre et même aller plus loin dans l'austérité que ses anciens collègues Mauroy et Fiterman. D'emblée, on nous a extrait du chapeau "la modernité" alors que peu avant, on nous serinait avec "la révolution technologique" ou "la compétence" d'un Giscard. C'est le même bla-bla ! Dans la réalité, tout comme les sinistres "restructurations", cela signifie l'exclusion d'un nombre de plus en plus grand d'ouvriers de la production. La trilogie "recherche-investissement-formation" trop bien avec "expulsion-rentabilité-licenciement" ! Dans la lignée d'un Barre et d'un Mauroy, le gouver-

nement Fabius a étrenné son installation par des hausses en cascade de l'essence, du téléphone, des tarifs PTT, du pain, du lait, etc... tout comme sont concoctés dans les cabinets ministériels et syndicaux des milliers de nouveaux licenciements sur le chiffre desquels l'ensemble de la presse reste, soit silencieuse, soit très imprécise (l'hypocrite "Monde" parle de stratégie des petits pas !). Mais, le creux du discours économique sur la modernité de Fabius, se dévoilant lui-même, la bourgeoisie aura tenté de détourner l'attention à l'aide de l'imbroglio sur le référendum. A travers l'exagération de ses différentes péripéties et rebondissements dans le tissu institutionnel bourgeois du Sénat au Conseil d'Etat, la bourgeoisie se sera servi d'un hochet qui n'a pas passionné les foules !- mais qui lui aura servi à tenter de revaloriser la comédie de la querelle droite/gauche. En faisant ce vacarme avec leur histoire de référendum sur le référendum, sur les "libertés", ou plus ridicule encore sur le sondage sur le référendum, nos bourgeois espéraient minimiser l'attention sur le train de hausses qui passe. Fabius et Bérégoz ont beau déclarer, comme hier Delors et Fiterman, qu'ils ont pour objectif de lutter contre le chômage et donner un nouvel élan à "notre" (leur !) industrie, avec les mêmes mots, ils attaquent la classe ouvrière ! Corrélativement, le PCF en profite pour essayer de refaire son retard sur sa crédibilité perdue dans des fractions notables de la classe ouvrière. Il ne manquera pas de renier les mesures d'austérité qu'il avait pleinement assumées au gouvernement jusque là (cf article dans ce n°) comme un architecte qui affirme n'avoir rien à voir avec l'immeuble bâti à partir de ses plans.

S'il quitte le gouvernement, c'est pour tenter d'assurer avec plus de crédibilité la bonne vieille fonction de sabotage des luttes ouvrières, qui fonde son existence comme parti capitaliste. Ainsi, en prévision des réactions à Citroën, l'"Humanité" reproduit un appel de son syndicat, la CGT, qui peut aujourd'hui, après le départ du PCF du gouvernement disposer d'une plus large marge de manoeuvre : ... Les organisations de la CGT informeront dès la rentrée l'ensemble des travailleurs de Citroën... afin qu'ils se déterminent... entreprise par entreprise", et Krasucki prépare déjà le terrain en accentuant ses critiques au gouvernement : "La rigueur est devenue austérité... 1984 s'annonce plus mal que 1983" (Conférence de presse du 22/8/). Mais les ouvriers se laisseront-ils encore isoler usine par usine comme à la veille des vacances ? Oublieront-ils qu'on ne change pas la société électoralement, ni en modifiant le personnel politique d'un Etat bourgeois ?

La nécessité de lutter contre la gauche au pouvoir et dans l'opposition

"Ouvriers ! Ne vous faites pas d'illusions ! La liste des fermetures d'usines et des réductions du personnel NE S'ARRETERA PAS LA. C'est 3 à 4 000 licenciements que la bourgeoisie et son gouvernement PC-PS viennent d'annoncer à Citroën. A la rentrée, c'est à Renault, à Michelin, dans les chantiers navals, dans les mines..."; c'est ce que nous diffusons dans notre dernier tract diffusé en juillet à

propos de Creusot-Loire, et cela reste la vérité d'autant plus que le PCF n'est plus au gouvernement et va de ce fait pouvoir agir en complémentarité avec lui dans l'opposition. Ce n'est évidemment pas le PCF qui va durcir la lutte de classe en France -ce durcissement est attendu depuis longtemps-, mais c'est ce parti bourgeois qui va s'efforcer, mieux que n'importe quel patron, comme il le faisait à la fin des années 70, de saboter les grèves de mille façons au nom de l'intérêt national, tout en critiquant le gouvernement qui aurait dû suivre ses propositions pendant qu'il était temps ! Le PCF pourra toujours bavasser sur "plus de justesse fiscale", et le "Produisons français", ce n'est pas avec ces arguments qu'il convaincra les ouvriers, mais en tentant d'empêcher toute prise en charge directe de la lutte et des AG par les grévistes eux-mêmes, en s'efforçant de saboter toute idée de coordination et d'extension des grèves. Or, c'est la nécessité de briser l'isolement entreprise par entreprise, et le cloisonnement des corporations qui amènera les ouvriers en lutte à combattre AUSSI les sbires du PCF et leurs acolytes de la CGT ou des autres syndicats. Il n'y a pas d'autre choix que d'engager la lutte de plus en plus nombreux contre ce système de misère. Regardez les grèves en Angleterre, malgré toutes les entraves de la gauche dans l'opposition. Cette combativité est la nôtre. Mieux qu'à Talbot et en Lorraine, il va falloir bientôt réengager le combat en France. Contre les manoeuvres des partis de gauche au pouvoir et dans l'opposition, contre les cloisonnements des syndicats, il faudra étendre la lutte, par delà l'usine, par-delà la région ou la ville, là est la voie de la force prolétarienne !

GIELLER

PCF

(suite de la p.1)

IMPOTS : Le PC accepte et vote le 2ème plan Delors en mars 83. 10% d'impôts supplémentaires pour la "solidarité nationale", 1% exceptionnel pour la Sécurité Sociale, reconduit lors du vote pour le budget de 84.

SALAIRES : la gauche a fait ce que partout la bourgeoisie a été contrainte de faire sous la pression de la crise économique, qu'elle soit "de droite" ou "de gauche" : bloquer les salaires. Elle l'a fait lors du premier plan Delors, en 82. Ce plan-là, le PC "pour la France", et contre les ouvriers, l'a voté.

Dans cette dégradation des salaires, le ministre "communiste" Le Pors a joué un grand rôle. Un des secteurs les plus touchés a en effet été celui des "nantis", de ceux qui ont le privilège "royal" d'après lui d'avoir la sécurité de l'emploi : les fonctionnaires. Pourtant, ce secteur où la gauche avait promis d'embaucher, enregistre déjà 30 à 40 000 suppressions d'emplois, et 5 à 10 000 sont prévues avant fin 85.

Nos "nantis" ont eu l'immense privilège, sous le ministère Le Pors, d'avoir leurs salaires bloqués, et, pour 84 un blocage de l'augmentation indexée de 5% quel que soit le taux d'inflation.

Merci, patron. Quand demain, le PC organisera des manifestations et des grèves contre la baisse des salaires et du pouvoir d'achat, nous nous rappellerons que c'est lui aussi qui l'a voté et exécuté.

SANTÉ : Là encore, le PCF peut être particulièrement fier de la bonne gestion en ce domaine. Ralite a été ministre de la Santé. Son successeur peut le remercier de la justesse de ses analyses, puisqu'après avoir exécuté ses mesures, la Sécurité Sociale est aujourd'hui excédentaire. Nos "justiciers" sociaux ont compris que le déficit provenait du fait qu'il y avait trop de malades et trop d'infirmiers. Qu'à cela ne tienne! 20F par jour de forfait décourage le malade et le bute plus rapidement hors du lit. Quant au personnel soignant, il y a eu en 84, 1500 infirmiers recrutés pour 30 000 en 82, et 24 000 mises à la retraite par an!

NOUS N'OUBLIERONS PAS !

ALLOCATIONS CHOMAGE : là aussi, la gestion capitaliste a été efficace. Conçue à l'origine pour trouver des emplois aux chômeurs, l'ANPE passe aujourd'hui plus de temps à les évincer de leurs droits qu'autre chose. On ne peut pas à la fois soulager la misère des prolétaires et les finances de l'Etat capitaliste. En novembre 82, le gouvernement PC-PS a réussi à économiser 10 milliards de francs sur ce poste et à éliminer 287 000 chômeurs du régime d'indemnisation.

-en faisant dépendre la durée du versement des allocations des mois et des années travaillées avant la mise au chômage.

-en limitant le cumul entre allocations chômage et indemnités de licenciements.

-en réduisant l'allocation spéciale octroyée pour licenciement économique.

EMPLOI : en 81, rappelons-nous la croisade des chevaliers PC et PS contre le chômage. Que de mots! Car la réalité, c'est les 2000 de Talbot, les 24 000 du plan acier en Lorraine dans les 4 ans qui viennent, les 6000 dans le charbonnage en 84, qui seront suivis de 30 000 autres avant 88! Aujourd'hui Citroën et Creusot-Loire, demain Renault. Dégraissage, vidange, quel secteur a été épargné à part l'armement ces 3 dernières années?

En avril 84, les statistiques montrent qu'il y a 1800 chômeurs de plus par jour, et augmentation de 11,4% des licenciements sur l'année.

Le Lancelot du licenciement, c'est Ralite. Et demain, quand le PCF viendra nous dire qu'il faut "agir, s'unir contre le chômage", il faudra se rappeler que C'EST LUI qui était au gouvernement quand les plans de licenciements ont été décidés.

Il faudra se rappeler que ces plans joliment appelés "restructuration industrielle" ont été élaborés notamment le 30 janvier 84 à Matignon, où s'étaient réunis 13 ministres, dont Fiterman, Rigout et Ralite.

Ces 3 ans passés à la gestion de l'Etat capitaliste montre le PCF sous son vrai visage, contre les ouvriers. Il a montré sa nature, et quand il protestera dans l'opposition contre des mesures comme celles qu'il a promues, ce ne sera que pour mieux nous empêcher de nous battre contre la classe dont il fait partie, ce sera pour tenter de nous contrôler.

Le PCF contre les luttes ouvrières

Quand il appellera à la lutte, il faudra nous rappeler que dans les premières mesures que SON gouvernement a prises en arrivant au pouvoir, il y a eu, sous prétexte de sécurité bien sûr, le renforcement des forces de police. Augmentation de 20% du budget de l'intérieur en 82. 7800 postes supplémentaires dans la police entre 82 et 83.

Et c'est cette police qui est intervenue pour vider des usines occupées par les grévistes à plusieurs reprises. Rappelons-nous Peugeot-Talbot. Rappelons-nous Citroën.

Et quand un journaliste demande à Fiterman, alors ministre des Transports, s'il compte recourir à la force contre les grèves d'Air-France, de la RATP et de la SNCF, en octobre 81, il répond : "Je dois veiller aux besoins des usagers. Dans la réalisation de cette tâche, je serai toujours prêt à prendre toutes mes responsabilités". A quoi lui répond Vivien (RPR): "Je vous félicite. Je veux dire que vous savez prendre les grévistes en main. Continuez..."

Il a continué, il y a deux mois à peine, en organisant une chasse aux sorcières contre les grévistes de la gare St.Lazare.

Le PCF est passé maître dans l'art de monter les ouvriers les uns contre les autres : des "faux chômeurs" qui volent leurs allocations aux "vrais chômeurs", aux ghettos immigrés qui "volent leur pain aux français" ou des fonctionnaires trop "nantis", tout est bon pour légitimer l'attaque qu'il fera dans le secteur dénoncé. On l'a vu pour légitimer les baisses de salaires des fonctionnaires. On l'a vu pour légitimer les coupes sombres dans les allocations chômage et l'élimination de chômeurs des listes de l'ANPE. On le voit de manière ignoble aussi pour les immigrés. Non content de les faire traquer en permanence par la police, le PCF les dénonce comme posant "des problèmes de charges sociales, de scolarité, de chômage"...

Il y a 4 ans, le maire de Vitry (PC) donne l'ordre d'attaquer à coups de bulldozer un foyer immigré de la commune. Aujourd'hui, il a obtenu le

droit légitime de déloger de ces taudis les immigrés qui y vivent encore -sans les reloger bien sûr!-. Mais au delà de ces méthodes infectes, préconisées et pratiquées par le PCF, le but recherché est d'éjecter le plus d'ouvriers possible de la production : les ouvriers français à la rue, les ouvriers immigrés dans leur pays de misère.

Nous n'oublierons pas que le PCF et le PS ont compté sur nous pour supporter en silence leur crise économique, pour accepter l'exploitation et les licenciements pour les besoins et les profits de LEUR classe.

En 45, Thorez disait aux ouvriers : "Si les ouvriers doivent mourir à leur tâche, les femmes les remplaceront pour gagner la bataille de la production". En août 83, Krasucki (membre du comité central du PC) essayait le même coup : La rigueur pour nous a un autre sens. La notion d'effort ne nous rebute pas. Les travailleurs y sont aptes."

Mais les ouvriers ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser licencier et affamer en silence, des charbons du Nord aux chantiers navals méditerranéens.

En 1950, la bourgeoisie envoie les CRS pour évacuer 500 ouvriers enfermés dans l'usine Renault. L'Humanité présente l'occupation de l'usine par la police comme une grande victoire des ouvriers qui "ont su déjouer la provocation".

C'était LEUR victoire, contre les ouvriers de Renault.

En décembre 83, le PC présente le résultat des négociations sur le nombre de licenciements à Talbot (1900 au lieu de 3000) comme "satisfaisant", et Ralite, ministre PC comme "intéressant". C'était satisfaisant et intéressant pour eux, pas pour les ouvriers. Ralite ajoute que pour lui, les négociations sont l'aboutissement "d'une consultation constructive marquée par la démarche active et responsable des travailleurs de Talbot et des syndicats."

A ce résultat "intéressant", les ouvriers de Talbot ont répondu de manière sûrement un peu trop "active" au gré du gouvernement! Les victoires de la gauche, les intérêts de la gauche ne sont pas ceux des ouvriers, et la lutte à Talbot, terminée comme Renault en 50, par l'envoi des flics pour faire sortir les grévistes de l'usine, restera dans nos mémoires.

C.L.

PAS DE SOLIDARITE SANS EXTENSION

L'effervescence des luttes en Grande-Bretagne n'est qu'une des expressions concrètes de la nouvelle vague de luttes ; le prolétariat mondial "secoue ses chaînes". Ce sont les grèves de 24 heures incessantes dans les chemins de fer (à Paddington, Plymouth, dans le Kent, à Londres etc...), ce sont les grèves sauvages à Austin Rover de Cowley et Oxford, les 200 grévistes à Ravenscraig (sidérurgie) en Ecosse malgré toute la propagande bourgeoise pour monter les sidérurgistes contre les mineurs, les grèves dans la construction navale contre les licenciements à Camel, à Birkenhead (Liverpool), les 2000 ouvriers spécialisés de la British Aerospace à Bristol qui après 10 ans d'absence sur le terrain de la lutte de classe reprennent le combat.

C'est dans ce contexte qu'intervient la grève des dockers qui repart spontanément en solidarité avec les mineurs contre le déchargement de charbon pour les aciéries de Ravenscraig, et qui vient souffler un vent froid sur la bourgeoisie. Aussitôt les syndicats parlent de grève nationale dans les ports pour empêcher les "débordements" qui se sont passés lors de la première grève, pour organiser port par port le vote de la grève de façon à la casser, l'émietter dès son départ, appliquant le même scénario que pour la grève des métallurgistes en Allemagne. Toutes ces mesures que prend la bourgeoisie pour pourrir dès le départ cette lutte n'ont d'égal que l'inquiétude que lui inspire de nouveau ce deuxième front de grève constitué par la lutte des dockers, un des bastions les plus puissants du prolétariat de Grande-Bretagne, en solidarité avec celle des mineurs.

● Le 10 juillet, sans avertissement aucun, 25.000 dockers se mettaient en grève. Le front de grève se renforçait et s'étendait en quelques jours à partir des ports traditionnels de Londres, Liverpool et Bristol vers les ports plus modernes de la côte sud, qui n'étaient pas concernés directement par les causes immédiates de la grève. A Douvres, l'assemblée décidait massivement la grève à main levée.

Un deuxième front de grèves

L'étincelle qui déclencha la lutte fut le fait que, dans un petit port, on engagea des "jaunes", non dockers, pour décharger le charbon, ce que, par solidarité avec la grève des mines, les dockers refusaient de faire. Les syndicats ont aussitôt présenté la grève comme une lutte pour le maintien du règlement du travail dans les ports traditionnels (le "closed shop" selon lequel seuls les membres du syndicat ont le droit de travailler sur les docks). Mais, la combativité des dockers a montré que la résistance contre les attaques générales de la bourgeoisie et surtout la menace des licenciements, la solidarité avec les mineurs étaient les forces actives de l'extension de la lutte. Les revendications spécifiques étaient avancées par les syndicats pour que les deux mouvements restent divisés et pour affaiblir la combativité dans les ports modernes. Ils appelèrent à une grève nationale afin d'empêcher que les travailleurs eux-mêmes n'organisent des assemblées de grévistes et des piquets volants. C'est bien là la fonction de la gauche et des syndicats dans l'opposition. En GB, où la bourgeoisie constitue une

des fractions les plus fortes et les plus expérimentées de la bourgeoisie mondiale, on peut s'attendre à ce que la tâche de sabotage syndical soit menée habilement.

La peur de la bourgeoisie devant ce deuxième front de grève - qui a isolé aux 3/4 la GB du monde extérieur - se manifeste dans le fait que la bourgeoisie a réagi contre les dockers différemment de ce qu'elle avait fait face à la grève des mineurs. La police ne fut pas engagée contre les dockers, alors que les mineurs y étaient confrontés quotidiennement. L'Etat britannique, malgré les menaces, n'a pas osé faire intervenir l'armée pour faire reprendre l'activité des ports. Par contre, une campagne massive fut menée, au nom de l'opinion publique, contre les grévistes : hausse des prix à cause de la grève, touristes bloqués, transporteurs routiers menacés de faillite... De ce côté-ci de la Manche, ce furent d'ailleurs les seuls signes de la grève dont a parlé la presse bourgeoise.

Le 19 juillet, pendant que les mineurs et la police s'affrontaient aux piquets, les syndicats du port et le patronat décidaient de mettre fin à la grève. Les ouvriers les moins motivés des ports modernes de Douvres et de Felixtowe, reprirent le travail le jour suivant et la presse annonça que la grève était finie. Mais cela n'était pas suffisant pour qu'elle se termine. Le samedi 21, les shop-stewards (délégués de base) de tous les ports décidèrent unanimement que le travail devait reprendre. Mais cela non plus n'a pas suffi pour que la grève se termine. Le dimanche et le lundi, les shop-stewards appelèrent à des assemblées pour y défendre leurs

propositions. Toute discussion sur la poursuite de la grève fut sabotée par les syndicats qui focalisèrent les assemblées sur de fausses questions, sur de faux problèmes. Bien que les assemblées aient décidé de la reprise du travail, une minorité de travailleurs exprimèrent leur colère contre les manœuvres syndicales.

Signification de ces luttes

Pour comprendre comment une grève de plus de 6 mois comme celle des mineurs a stimulé les actions des ouvriers en GB, il faut cerner les différences entre les années 70 et aujourd'hui et voir comment la 3ème vague de lutte s'est développée depuis septembre 83.

Les grèves en Europe occidentale en 78-79 étaient restées (sidérurgie à Longwy-Denain, en G.B., le port de Rotterdam) isolées à chaque fois dans un secteur. La bourgeoisie épuisait la volonté de lutte de toute une classe dans des grèves longues et isolées. Maintenant, face à des attaques beaucoup plus généralisées, les ouvriers ont retrouvé leur pleine combativité et leur conscience de classe a mûri du jour au lendemain. La lutte se développe de façon de plus en plus simultanée et les possibilités d'une réelle extension grandissent.

Il ne suffit plus pour la bourgeoisie d'isoler une grève, elle doit aussi pouvoir la finir. Les syndicats s'efforcent de contrôler les grèves, de les séparer les unes des autres et d'y mettre fin, mais cela provoque aussi un épuisement de la confiance que les ouvriers ont encore en eux.

La grève des mineurs en G.B. résiste déjà depuis plus de 6 mois aux tentatives de morcellement de la bourgeoisie. Elle devient un point de référence et un stimulant pour toute la classe en G.B. et ailleurs. Ainsi s'exprime la maturation qui s'opère dans la 3ème vague de lutte. En effet, la lutte va aujourd'hui déjà plus loin que celle de l'année passée en Belgique. Il s'agissait alors encore d'une fraction relativement petite de la classe ouvrière en Europe. Maintenant, c'est la fraction la plus ancienne et une des plus grandes qui se jette dans la lutte contre la bourgeoisie la plus expérimentée et la mieux organisée. Et en même temps, les ouvriers en France et en RFA commencent à lutter.

Le chemin parcouru depuis l'année passée s'exprime :
- dans l'énorme combativité et intransigeance des ouvriers que montrent la durée et la force du mouvement ; les grandes difficultés qu'éprouve la bourgeoisie à le contrôler et à y mettre fin. En effet la poursuite de la

grève des mineurs se fait contre et malgré la propagande incessante des médias sur "la volonté des mineurs de retourner au travail", malgré et contre tous les sabotages syndicaux. C'est ainsi qu'en réponse aux 4000 mineurs arrêtés, aux 2000 blessés et aux trois morts, mineurs, chômeurs, femmes et familles attaquent les commissariats, les forces de répression de leurs villes contre tout avis des syndicats qui, pour calmer la situation, ont organisé un défilé bidon à Londres le 10 août. C'est ainsi qu'en réponse aux syndicats qui essayent de focaliser les mineurs sur les 20 % de non grévistes (expéditions punitives contre les "jaunes"), de petits groupes de mineurs se rendent sur les lieux d'autres grèves comme à Bristol ou à Londres même si ces "visites" sont organisées par les syndicalistes de base. L'acharnement avec lequel les ouvriers se battent contre la police dans la grève des mineurs, mais aussi dans la grève de la sidérurgie en France et à la fin de la grève des imprimeurs en RFA ; le fait que les syndicats doivent se montrer plus "radicaux", pendant que l'Etat peut de moins en moins faire de concessions, font que le pseudo-radicalisme syndical apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : empêcher la classe ouvrière de prendre conscience de sa force, des vrais problèmes qui se posent à elle.

- dans le fait que sont maintenant touchés des secteurs qui sont d'une importance cruciale pour le capital national (charbon, ports, transports, sidérurgie...).

- et, surtout, dans l'important impact international du mouvement en G.B. Le black-out et les déformations de la presse internationale ne parviennent plus à cacher les leçons et les faits de la grève actuelle pour les travailleurs partout dans le monde.

Tout cela montre les potentialités contenues dans la lutte aujourd'hui, et combien la marge de manœuvre de la bourgeoisie est rétrécie. La situation diffère radicalement de celle d'il y a 5 ans, évolue à vue d'oeil et il ne faut pas se laisser aveugler par le fait que les syndicats ont encore globalement la situation sous leur contrôle.

Maturation de la conscience de classe

Dans la grève des dockers, le problème de l'extension de la lutte s'est posé d'une manière plus concrète et plus claire que jamais auparavant. C'est pour cela que cette lutte est si importante. Les fractions de gauche de la bourgeoisie trouvent de plus en plus difficilement de nouveaux arguments et de nouveaux moyens pour séparer les mouvements les uns des autres. Il ressort de plus en plus clairement que leur tâche est de bloquer la dynamique de développement de la lutte. Au centre du besoin impérieux de passer d'une simultanéité des luttes à leur extension et unification, se trouve la question du développement de la conscience de classe et de l'auto-organisation de la classe ouvrière. L'extension des mouvements de lutte et la solidarité grandissante prouvent que la conscience de classe a progressé, qu'elle a mûri. Les ouvriers dépassent les combats isolés des années 70. Ceci montre qu'une maturation souterraine se poursuit au sein de la classe, la vieille taupe dont Marx nous parlait déjà !

Nous ne devons pourtant pas nous attendre à ce que les leçons concernant l'extension et l'auto-organisation soient assimilées du jour au lendemain. Cela ne se produit pas de manière rectiligne, gradualiste, pas à pas. Comme Marx le montrait déjà, la classe ouvrière revient encore et encore sur les mêmes questions, les posant chaque fois plus clairement et sous des angles différents.

Le mouvement actuel en Grande-Bretagne donne un exemple concret de ce que signifie réellement la solidarité de classe : REJOINDRE LA LUTTE. Ce que nous voyons aujourd'hui c'est une promesse riche pour le futur, une indication de comment en Europe de l'ouest la grève de masse va se développer.

L'Europe de l'ouest est grosse de la grève de masse, mais nous savons que cette grossesse sera pénible et longue et que la naissance sera encore plus difficile.

CITROEN CRAPULERIE DU TRIO GOUVERNEMENT/SYNDICAT/PATRONAT

● Une fois encore, les syndicats voudraient faire croire qu'ils défendent les ouvriers : lors de la rentrée au travail de Citroën, alors que 2000 licenciements supplémentaires tombaient, la CGT a tout fait, dans un premier temps, pour faire rentrer les ouvriers non-licenciés dans l'usine, sous prétexte de réunions et de discussions à l'intérieur. Ce n'est que quand tous les ouvriers furent rentrés au travail triés comme du bétail, sous les yeux des licenciés, qu'Akka Ghazi, la vedette syndicale, a fait son show : il a crié très fort pour la dignité humaine, a tenté une escalade des grilles, reçu un coup de matraque, juste ce qu'il faut pour que les journalistes puissent le mitrailler de photos et étaler dans la presse la "combativité" de la CGT...Après quoi, l'artiste a été posé sa candidature aux législatives marocaines, pour participer pleinement à un gouvernement qui assassine les ouvriers de l'autre côté de Gibraltar...

Les cages de septembre, par lesquelles ont été filtrés les ouvriers de Citroën, c'est la CGT, en premier lieu, qui les a préparés dès le mois de mai, en enfermant les ouvriers derrière les grilles de l'usine, avec une "occupation" qui tenait plus de la séquestration.

Les licenciements de Citroën ont été menés selon un plan bien calculé, par une concertation étroite entre gouver-

nement, patronat, et syndicats : c'est que ces gens-là, qui discernent beaucoup sur l'expansion d'une économie qu'ils savent condamnée, redoutent surtout une inconnue, qu'ils considèrent avec la même circonspection qu'un microbe dangereux : la classe ouvrière. C'est pour ça qu'ils s'y sont repris à deux fois, à Citroën : ils ont pris plus de précautions que dans ces milliers de petites entreprises où les ouvriers ont trouvé porte close en venant de vacances (comme à cette usine de matériel agricole, près de Nancy, où les ouvriers ont trouvé des bergers allemands et des vigiles qui leur interdisaient l'entrée de l'usine en faillite). A Citroën, ils ont été, non pas plus préoccupés du sort des ouvriers, mais plus prudents :

En avril, la direction annonce 6000 licenciements, en se gardant bien de préciser ; le trio gouvernement-patronat-syndicats attendra que les luttes dans la sidérurgie se soient tassées pour les annoncer fermement, en mai : les syndicats protestent, organisent des "occupations" qui visent surtout à contrôler les ouvriers, et à les couper de toute tentative de contact avec l'extérieur, entourés qu'ils sont de trois remparts : les grilles, les syndicats, et la police. Au bout d'une semaine de "suspense" le gouvernement "socialiste" tranche : 4000 acceptés, 2000 en suspens. Victoire! crient la CGT et la CFTD... 4000, déjà, sont à la rue.

Pendant l'été, deuxième temps du scénario. Avant que les ouvriers ne rentrent de vacances, le gouvernement et la direction négocient ; nouveau "suspense" : la direction en demande 2400, le gouvernement en accepte... 1909! C'est un peu gros pour que les syndicats crient "victoire" : dans ceux-là, aucune "pré-retraite", aucun "retour au pays", seulement la promesse d'une formation bidon. D'autres précautions s'avèrent nécessaires : la rentrée se fera étalée, un quart des ouvriers encore en vacances, la moitié rentrant un jour, l'autre le lendemain et deux jours de chômage technique dans la semaine, permettant qu'une seule équipe travaille chaque jour... La CGT, toutes antennes dehors, cherche désespérément à sonder le silence des ouvriers : au meeting convoqué à Aulnay, il n'y avait que des militants.

"Tout le monde est d'accord, le gouvernement, les syndicats, pour mettre les immigrés dehors, pour les jeter à la Seine" cite le journal "Libération" de la réaction d'un ouvrier de Levallois. Oui, ils sont tous d'accord. Pas seulement "contre les immigrés", mais contre tous les ouvriers, qu'ils essaieront encore d'affaiblir par ce genre de méthode, pour faire passer les milliers de licenciements qui restent encore à venir.

D.N.

1er septembre 84.

d'après Internationalisme n°89

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE

Adoptée par le congrès de RI au début du mois de juillet, cette résolution nous fournit le cadre général d'analyse de la situation en France pour les deux ans à venir. A ce moment là, tout en mettant l'accent sur ce qu'avait de plus intolérable pour les partis de gauche en France leur appartenance au gouvernement, nous mettions en garde sur la nécessité de s'attendre, à brève échéance, et sous la poussée de la lutte de classe, au retour dans l'opposition d'une partie de ces fractions de gauche de la bourgeoisie. Au moment où le PC quitte le gouvernement, les luttes de la classe ouvrière ne sont pas des luttes ouvertes, mais leur poussée constitue une force constante que la bourgeoisie sait reconnaître. C'est donc avec juste raison que nous disions que la bourgeoisie se préparait à cette solution qui devenait des plus urgentes, pour le PCF en particulier.

Si la réalité semble momentanément infirmer une partie de notre analyse, avec la participation du CERES au gouvernement Fabius, tournant ainsi le dos, de manière immédiate, à une radicalisation de plus en plus oppositionnelle du PS, il s'agit ici, non pas d'une erreur de notre part, mais au contraire de l'expression des difficultés que connaît la bourgeoisie pour se dépêtrer des conséquences de l'accident de mai 81, et il n'en demeure pas moins que l'avenir est à une opposition de plus en plus marquée du PCF, rejoint en cela, à plus ou moins long terme, par une partie ou la totalité du PS. La présente résolution s'avère déjà un outil pour l'analyse de la situation en France dans la période des deux ans à venir.

1- L'approfondissement de la crise économique mondiale et la reprise internationale de la lutte de classe qui touchent profondément les principaux pays industrialisés, s'illustrent particulièrement en France. C'est cette dynamique qui constitue le cadre nous permettant de comprendre l'importance des convulsions sociales qui commencent à secouer le pays.

Cependant ce serait y amoindrir l'importance des combats présents et à venir, si l'on ne faisait pas intervenir certaines particularités de sa situation. La principale d'entre elles réside dans la faiblesse que constitue pour la bourgeoisie française le fait d'avoir au gouvernement l'ensemble de ses fractions de gauche, PC et PS. De ce fait, non seulement ces partis ont du mal à occuper le front social, mais encore ils doivent assurer ouvertement l'entière responsabilité des mesures anti-ouvrières.

Cette unique exception dans la politique de "gauche dans l'opposition" dans les pays centraux est déterminante pour le prolétariat. D'autres bourgeoisies européennes n'ont pu parvenir à placer dans l'opposition leurs principaux partis de gauche. Mais dans ces cas, il s'agit de pays excentrés (Autriche, Suède) qui ne revêtent pas la même importance pour le développement ultérieur de la lutte de classe. La crise économique s'approfondissant, l'histoire s'accélérait, cette brèche dans la politique de la bourgeoisie mondiale contre le prolétariat donne à la lutte de classe en France une importance particulière pour les luttes futures en Europe.

La faiblesse de la bourgeoisie ne réside pas dans l'incapacité de la gauche à prendre en charge la politique économique et impérialiste nationale. Dans ces deux domaines, la gauche possède une réputation sérieuse dont elle s'est toujours montrée à la hauteur.

2- La France continuera à jouer un rôle croissant dans l'offensive occidentale contre le bloc russe. C'est ce qu'elle a montré ces deux dernières années :

- dans les conflits localisés du Moyen-Orient ;
- en agissant en relation étroite et concertée avec les instances militaires, économiques et politiques du bloc occidental ;
- par l'envoi d'une force armée au Tchad et d'un fort contingent dans les rangs de la force multinationale au Liban ;
- par la présence permanente d'experts militaires au Liban ;
- par la présence d'experts en Irak et la vente non moins massive d'armes à l'Arabie Saoudite.

- Dans le domaine "diplomatique", en se faisant le porte-parole du bloc de l'ouest face au bloc russe (voyages dans les pays "amis", voyage de Mitterrand à Moscou) ;

- Dans le cadre des campagnes idéologiques contre le bloc de l'Est, en se faisant passer pour un fervent défenseur des "droits de l'homme" (affaire Sakharov et discours de Mitterrand à Moscou).

Malgré le niveau très significatif de sa lutte et sa combativité intacte qui barrent la route à la guerre mondiale, le prolétariat ne peut encore contrebalancer les menées militaires localisées de l'impérialis-

me. C'est ainsi que la gauche au pouvoir en France n'a pas encore connu de difficultés notables pour perpétuer et même renforcer cette politique impérialiste.

Cependant, le fait que ce soit justement elle qui agisse ainsi, contribue fortement à démythifier tous les discours pacifistes qui sont en général son apanage. Non seulement en France, le pacifisme n'est pas parvenu à faire une percée comme en RFA ou en Grande-Bretagne, par exemple, mais de plus, la politique guerrière de la gauche en France, contribue à rendre plus difficile la tâche de la gauche dans les autres pays pour dévoyer durablement et profondément le prolétariat du terrain de la lutte de classe.

3- Lors de son arrivée au pouvoir, la gauche disposait d'une certaine marge de manoeuvre sur le plan financier léguée par le gouvernement précédent. La première année, ne pouvant d'emblée et ouvertement agir à l'encontre de ses promesses électorales, elle tentait de mener à contre-courant des autres pays industrialisés une politique de relance. Elle ne procédait pas alors, contrairement à ces mêmes pays à une attaque de la classe ouvrière au niveau requis par l'aggravation de la crise, bien qu'elle n'ait pas failli à attaquer les conditions de vie de la classe ouvrière pour l'intérêt national.

Mais du fait du retard pris sur le plan économique, la compétitivité du capital national s'en trouvait rapidement détériorée, et la gauche était contrainte de changer de cap. Elle s'alignait sur les politiques d'austérité menées par les autres gouvernements, faisant dépendre de façon plus réaliste une quelconque relance du contexte international. N'osant parler d'austérité, elle parlait alors de rigueur et l'"état de grâce" commençait à s'étioler.

Craignant les réactions ouvrières, la gauche hésitait en différant dans le temps la mise en application des mesures d'austérité les plus importantes, créant ainsi les conditions d'une attaque future encore plus brutale et nécessaire, alors qu'elle ne pourrait plus reculer.

C'est cette attaque qu'elle porte sans ambages depuis la fin de l'année 83 (avec une première vague de licenciements, notamment dans l'automobile) et qui ne connaît pas d'équivalent depuis la dernière guerre mondiale : un niveau de vie en chute libre, le taux de chômage en progression constante depuis 81 connaît avec l'année 84 une forte accélération, y compris dans la région parisienne, la plus forte concentration ouvrière de France, où il avait jusqu'à présent été maintenu à un niveau relativement bas.

4- Le changement de cap ainsi opéré ne permet cependant pas le rattrapage des "partenaires" européens concernant les mesures d'assainissement de leur économie, et qui se traduisait, en termes de réduction drastique du pouvoir d'achat des ouvriers, d'intensification de leur exploitation et de licenciements massifs. L'effort de rattrapage n'est cependant pas encore suffisant. Pour autant qu'il ait déjà affecté durement les conditions de vie de la classe ouvrière, il en appelle un autre pour permettre à l'économie française de surnager tant bien que mal dans l'arène de la concurrence économique internationale : il n'en reste pas moins vrai que toutes les mesures d'austérité ne sont que des palliatifs

nécessaires qui ne peuvent que ralentir mais non arrêter le déclin du capital français. En effet, l'économie française présente des failles importantes :

- la faible diversification de sa production est une marque supplémentaire de vulnérabilité et ses secteurs de pointe sont d'ores et déjà en crise de surproduction et s'écroulent aujourd'hui (automobile, industrie du téléphone) ;

- une partie très importante des marchés traditionnels du capital national est constituée par les pays sous-développés, complètement insolubles et endettés.

Ainsi, avec la réduction croissante de sa marge de manoeuvre, la gauche va se trouver contrainte à affronter de façon plus audacieuse les véritables poudrières sociales qui constituent les secteurs nationalisés (Renault, SNCF, PTT...).

C'est ainsi que :

- l'affirmation croissante de la reprise de la lutte de classe ;
- la perspective d'un approfondissement de la récession mondiale ;
- la faiblesse particulière de l'économie française créent des conditions favorables pour l'éclosion d'affrontements de classe en France, pays qui sera déterminant pour leur généralisation à l'ensemble de l'Europe occidentale

5- Tout en se confrontant à des problèmes de même nature que les autres bourgeoisies européennes :

- aggravation de la crise du capitalisme,
- reprise de la lutte de classe ; la bourgeoisie française est, comme on l'a vu, placée dans des conditions beaucoup plus difficiles pour y faire face.

En effet, l'accident du 10 mai 81 a, depuis lors, révélé toute l'ampleur des difficultés que comporte la situation et dont il lui est difficile de s'extraire. C'est avec la reprise de la lutte de classe que ces difficultés s'expriment le plus pleinement. C'est alors aux seuls syndicats qu'il revient de contenir la lutte de classe. Le passage de la gauche dans l'opposition s'impose à brève échéance, en particulier pour le PCF qui connaît une chute d'influence en milieu ouvrier occasionnée par sa participation au gouvernement. Le PS qui apparaît encore plus clairement aux ouvriers comme un parti du capital aura plus de mal encore à dégager une gauche socialiste significative dans l'opposition. C'est pourquoi, à l'avenir, le PCF sera, plus que le "socialisme de gauche", la principale force de dévoiement de la lutte ouvrière, par le fait qu'il contrôle la CGP, première agence du capital en milieu ouvrier.

C'est à cette échéance que la bourgeoisie dans son ensemble se prépare, ne pouvant rester impuissante devant l'usure du PS et du PC au gouvernement. Ses fractions de gauche, PC et CERES, s'engagent résolument dans l'opposition en paroles d'abord, demain en actes. Ses fractions de droite devront donc inévitablement retourner au pouvoir. Sa fraction d'extrême-droite, incarnée par le "phénomène Le Pen", n'a de réalité politique qu'en ce qu'elle est utilisée comme épouvantail par la droite et la gauche pour tenter de redonner vie à la mystification "anti-fasciste", mystification que la gauche ne peut développer pleinement que dans l'opposition.

Pour important qu'il soit, et bien qu'appelé à s'intensifier encore, le phénomène d'usure de ces partis auprès des ouvriers ne doit pas nous amener à sous-estimer la capacité qu'ils ont encore de mystifier et encadrer de très larges secteurs de la classe ouvrière. Cette usure ne doit pas non plus nous amener à négliger le rôle qu'ils joueront pour dévoyer les luttes ouvrières lorsqu'ils se trouveront à nouveau dans l'opposition et qu'ils déploieront zèle et ingéniosité pour tenter de faire oublier, déformer et amoindrir ce qu'ils avaient assumé antérieurement au gouvernement.

6- Dans ce cadre actuel d'affaiblissement, la bourgeoisie n'agit pas en ordre dispersé face à la lutte de classe. Elle fait usage au mieux des syndicats qui disposent d'une marge de manoeuvre oppositionnelle mais qui, de ce fait, se trouvent plus exposés au mécontentement de la classe ouvrière.

Malgré les remises en question, les syndicats sont parvenus à contenir dans certaines limites les luttes ouvrières, en sabotant, désamorçant, démoralisant toutes les tentatives d'extension et d'auto-organisation, au moyen :

- de la division de la classe par la division entre syndicats, entre la base et le sommet au sein-même des syndicats ;
- de la mise en avant de formes radicales et souvent violentes d'actions stériles ou carrément négatives pour la lutte. Ceci s'est fait le plus souvent au moyen du syndicalisme de base dont les gauchistes se sont montrés les animateurs zélés ;
- de la division de la classe ouvrière en régions, branches d'industries, entreprises, entre secteur public et secteur privé...

A chaque fois qu'elle a dû s'opposer aux luttes, l'action syndicale a été renforcée par des mises en scène et campagnes idéologiques :

- faisant valoir une fausse opposition entre syndicat et gouvernement ;
- opposant ouvriers français et immigrés ;
- attirant l'attention sur des thèmes comme l'école libre-laïque, ou le danger que constituerait la montée de l'extrême-droite.

Mais le pire ennemi des ouvriers, le plus caché parce que "radical", sera le syndicalisme de base et le gauchisme - particulièrement le trotskisme. Le syndicalisme de base participe d'une division consciente du travail entre le sommet et la base, entre les syndicats et le "vrai" syndicalisme. Avec le gauchisme qui lui donne vie, il est la barricade bourgeoise que le prolétariat aura - pendant toute une période - du mal à percevoir avant de consciemment la faire sauter.

7- La vague de reprise internationale de la lutte de classe a connu ses prémices en France dès le printemps 83, pour s'affirmer réellement et en même temps que dans les autres pays européens, à l'automne de cette même année. Succédant au calme social de "l'état de grâce", elle vient montrer que la gauche au pouvoir ne constitue en rien un obstacle à terme au développement des luttes.

On a vu celles-ci toucher différemment divers secteurs tels que les PTT, l'industrie automobile, les chantiers navals, la sidérurgie, obligeant, dans certains cas, l'équipe au pouvoir, le PC en particulier, à des contorsions témoignant de l'inconfort extrême de sa situation.

Dans certains cas, on a vu la combativité de la classe ouvrière obliger la bourgeoisie à conjuguer l'ensemble des moyens idéologiques et instances politiques à sa disposition pour la contrer (Talbot).

La pression des luttes ouvrières devenant telle, on peut s'attendre que face à elles, la bourgeoisie cherche toujours plus à renforcer ses forces d'encadrement.

La reprise actuelle des luttes en France et son développement à venir, possède les mêmes caractéristiques globales que dans les autres pays européens. Cependant, le contexte politique particulier dans lequel elle s'y déroule, crée des conditions plus favorables pour l'extension des luttes, sans préjuger de l'influence que les syndicats et les gauchistes continueront encore longtemps d'avoir sur leur développement. La crise qui frappe de plein fouet la région parisienne, principale concentration ouvrière, est la base objective la plus favorable pour la généralisation de la lutte de classe en France.

LA RESPONSABILITE DES REVOLUTIONNAIRES

● "...Ce n'est pas la tâche difficile de susciter une action de masse au milieu de l'apathie générale qui nous échoit, mais au contraire le devoir gratifiant et naturel de tirer parti de la mobilisation des masses, de leur disponibilité au combat pour leur proposer des mots d'ordre politiques, faire de ces mots d'ordre un adjuvant de la conscience politique, socialiste des masses, marcher à la tête de ces masses, en leur montrant le chemin, en les conduisant de l'avant."

8- En effet, les luttes en France se déroulent dans un contexte qui pousse à ce qu'un maximum de leçons politiques puissent en être tirées par le prolétariat en France, mais également par les prolétaires des pays voisins qui, de l'autre côté des frontières, très rapprochées les unes des autres, mènent aussi le combat :

- dans l'ensemble des pays d'Europe occidentale, l'action de la gauche va se trouver amoindrie par l'exemple de la gauche en France, exécuteur des mesures d'austérité contre les ouvriers, et des menées guerrières ;

- le caractère politique de la lutte de classe en France (1848, Commune de Paris) et l'expérience de mai 68, marquante dans les nouvelles générations d'ouvriers, sont les bases d'un développement généralisé et en profondeur du sens politique de la lutte du prolétariat en France.

L'importance du milieu révolutionnaire de ce pays au niveau international reflète cette maturation dans la conscience de classe à l'échelle historique. Cette importance montre la responsabilité grandissante du prolétariat français dans la lutte de classe internationale. Le milieu révolutionnaire en France partage pleinement cette responsabilité historique dans les combats futurs.

9- Sans minimiser les nécessités et possibilités d'intervenir au sein de la reprise actuelle de la lutte de classe dans ses expressions générales en Europe, le contexte de la France, favorable à une politisation plus rapide des luttes, offre aux révolutionnaires des possibilités particulièrement favorables qu'ils ne sauraient nier ou sous-estimer.

Cependant, on constate que la grande majorité des groupes du milieu révolutionnaire, pour n'avoir pas compris ou même constaté la reprise, pour avoir négligé son importance ou la leur propre en tant que révolutionnaires, en ont été quasi absents ou seulement formellement présents lors de certaines de ses manifestations.

Trompés par certaines de ses apparences, déçus de voir encore les ouvriers défilier derrière les syndicats, ils perdent de vue que :

- si les ouvriers défilent encore derrière les syndicats, cela ne signifie pas qu'ils sont avec eux, ni qu'ils adhèrent à leurs discours ;

- l'essentiel du mouvement ne saurait être réduit à ces moments intervenant par ailleurs presque simultanément à des remises en question de la gauche, expressions d'une maturation profonde qui se manifeste dans la classe.

10- L'intervention active et déterminée des révolutionnaires est indispensable dans les luttes dès aujourd'hui. De leur capacité à être présents et à avoir une intervention qui réponde aux besoins de leur classe, c'est-à-dire savoir partir des situations immédiates en les liant aux perspectives historiques, dépendra leur capacité à pouvoir assumer un rôle de plus en plus déterminant.

Le CCI en France, en raison de la disparition du PCI, devient le seul pôle révolutionnaire de regroupement et de clarification politique et théorique. Ce fait est un facteur positif si le CCI et sa section en France, en particulier, est capable d'élever rapidement la compréhension de ses tâches et son intervention au niveau de ses responsabilités historiques.

"Comme l'ensemble de la classe, les révolutionnaires ont devant eux des tâches de la plus grande importance : définir des perspectives en tenant compte d'une situation précise, savoir quand il faut passer de la dénonciation en général à la dénonciation concrète fournie par les faits, quand il faut aller à un rythme supérieur, apprécier le niveau réel de la lutte, définir à chaque étape les buts immédiats par rapport à la perspective révolutionnaire".

(Revue Internationale n°20, "Années 80 : années de vérité").

Ainsi polémiquait en 1910, dans la "Neue Zeit" (1), Rosa Luxemburg contre Kaustky. Aujourd'hui, un contexte immédiat différent n'atténue en rien l'éclat de cette citation qui continue d'exprimer à merveille la tâche des organisations révolutionnaires, face à leur classe, mobilisée de façon croissante dans les luttes de résistance contre les attaques du capital. Produit de leur classe, les organisations révolutionnaires ont un rôle fondamental à jouer dans son combat contre le capitalisme.

L'importance de ce congrès

A l'heure où le prolétariat reprend à nouveau le chemin de sa lutte à l'échelle internationale pour la troisième fois depuis la reprise historique de 68, il était important que le CCI se donne unitairement les moyens pour être réellement partie prenante des luttes qui se déroulent sous ses yeux.

Le Congrès de RI est le congrès de la section en France du CCI, pays où la lutte du prolétariat revêt une importance particulière, du fait qu'elle s'est déjà, objectivement, explicitement parfois, affronté à la gauche, parce que, malgré le récent départ du PC du gouvernement, elle intervient dans des conditions de faiblesse de la bourgeoisie qui permettent, plus que partout ailleurs, que soient tirés des enseignements sur la nature bourgeoise des partis de gauche.

Au moment où l'histoire s'accélère, il était de la plus grande importance que le CCI ne se laisse distancer, pas plus dans sa compréhension du changement des situations, que dans celle du niveau d'implication que celles-ci requièrent de lui.

En fournissant un cadre de compréhension, pour les deux ans à venir, du développement général de la lutte de classe, des conflits impérialistes, en lien avec l'évolution de la crise économique (cf. la résolution sur la situation internationale publiée dans RI n.123) ; en ayant été capable d'appliquer ce cadre général à un pays particulier (cf. la résolution sur la France publiée dans ce numéro) ; en s'inscrivant dans l'effort théorique général de tout le CCI, ce Congrès a contribué à ce que le CCI, à travers sa section en France, soit doté des moyens pour une compréhension et un suivi efficace des luttes dans la situation présente et à venir. Il s'est ainsi donné une partie des moyens pour son intervention dans la lutte de classe. L'autre partie, le complément indispensable, elle mûrit dans le CCI depuis 10 mois, et ce Congrès de RI a marqué une étape importante de son assimilation : il s'agit de la compréhension profonde de la place déterminée qu'occupe l'intervention dans l'activité d'une organisation révolutionnaire. Des discussions ont eu lieu dans notre sein sur cette question de l'intervention, sur la manière dont cette activité s'articulait dans l'activité dans son ensemble, sur son contenu également. Notre propos n'est pas ici de retranscrire le contenu d'hésitations que nous avons connues, des difficultés que nous avons pu rencontrer pour porter notre intervention au niveau requis par la situation. Nous tenons davantage à insister, dans ces colonnes, et à cette occasion, d'une part sur la nécessité, dès à présent, de l'intervention des organisations révolutionnaires, son contenu nécessaire, d'autre part sur la manière dont elle s'inscrit dans le mouvement de la classe ouvrière.

nos tâches

Ne voir dans l'actuelle reprise de la lutte de classe que les banderoles syndicales ou n'entendre que les slogans nationalistes, c'est se couper de toute compréhension, et s'éviter

toute participation à ce mouvement puissant de la classe qui, malgré les difficultés qu'il rencontre face aux syndicats et aux partis de la gauche du capital, exprime une force croissante, même si encore sous-jacente.

C'est ne pas comprendre le processus de la reprise, dont la vague actuelle ira bien plus loin que les deux précédentes, mais qui, avant de pouvoir déboucher sur la grève de masse devra à maintes reprises s'affronter à l'obstacle syndical et de la gauche. C'est ne pas comprendre que le mouvement ne jaillit pas pur, s'affirmant d'emblée contre le capitalisme et tous ses agents, mais que ces derniers, pour longtemps encore, resteront infiltrés dans les rangs ouvriers, et qu'il s'agit justement de les y combattre. C'est ne pas comprendre que, s'accompagnant d'un processus de maturation intense de la conscience, il offre des possibilités réelles d'intervention de la part des révolutionnaires. Renoncer à une telle intervention, en déplorant de façon idéaliste que le mouvement ne fasse pas voler en éclats les chaînes du salariat, c'est désertier le combat de classe, lequel consiste justement aujourd'hui, au sein même des luttes et au coude à coude avec les ouvriers, à aller chercher la solidarité des autres ouvriers, pour étendre la lutte, pour opposer à la bourgeoisie un rapport de forces qui atténue la vigueur de son attaque pour construire l'unité grandissante de la classe ouvrière. La classe ouvrière est contrainte de lutter. La place des révolutionnaires est au coeur même de ce combat, pour participer à extirper des mains ennemies, syndicats, gauche, gauchistes, la conduite des grèves et des luttes, pour pousser à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, à leur auto-organisation.

Faillir à une telle tâche, c'est ne pas comprendre que l'issue des combats des années 80, années de vérité, est déterminante pour le devenir de la lutte de classe, et qu'il s'agit résolument et dès à présent de s'investir dans ceux-ci. Les négliger, les sous-estimer, ce serait également ne pas comprendre qu'aujourd'hui ce sont les combats de demain qui se préparent, et qu'en contribuant, par leur intervention, à leur donner une dimension historique et internationale, en montrant qu'ils participent du but final, le communisme, les révolutionnaires arment la conscience des prolétaires pour les combats finaux qui constitueront le dénouement de deux siècles d'exploitation capitaliste et de la préhistoire de l'humanité.

Quelle intervention ?

A l'heure actuelle, le danger n'est pas, pour les organisations révolutionnaires, de trop intervenir. Le danger de l'activisme, pour être réellement présent dans les périodes de recul de la lutte de classe, ne constitue plus ce contre quoi elles doivent prioritairement se prémunir, alors que les luttes reprennent. Bien plus grand est alors le danger de se couper du mouvement, de ne pas le reconnaître dans ses expressions multiples et variées ; de les ignorer, voire de les dédaigner.

"Ici, il s'agit d'analyser une conjoncture non pas sur une échelle de 20 ans, ni même de 5, mais de pouvoir saisir l'enjeu à court terme, quelques mois, quelques semaines, même parfois quelques jours. Lors d'une épreuve de force entre les classes, on assiste à des fluctuations importantes et rapides, face auxquelles il faut savoir s'orienter, guidé par les principes et les analyses, sans se noyer. Il faut être dans le flot du mouvement en sachant comment concrétiser des buts généraux pour répondre aux préoccupations réelles d'une lutte, pour pouvoir appuyer et stimuler les tendances qui se font jour." (2)

Il nous faut capter l'évolution de ce mouvement qui mûrit dans les entrailles de la société, comprendre la dynamique interne des événements tout en agissant sur eux.

Les révolutionnaires n'interviennent pas dans leur classe pour se donner bonne conscience, ni pour se faire plaisir, mais bien pour avoir une influence sur le déroulement des luttes. Cela suppose qu'ils soient présents, en plus de leur intervention systématique et régulière, à chaque fois que leur intervention pourra être optimale, la plus écoutée : en réponse à un événement saillant qui mobilise l'attention des travailleurs, au début d'une lutte pour, prenant appui sur la

dynamique montante, contribuer à la pousser le plus loin possible. Cela suppose, pour les révolutionnaires, qu'ils se donnent les moyens d'être compris par les ouvriers. Cela ne signifie pas qu'ils doivent brader le contenu de leur intervention pour se faire "reconnaître" par la classe. Cela signifie se donner les moyens d'une intervention qui réponde à la situation, et non pas plaquer sur celle-ci un schéma de marche pour les événements "...ne pas se contenter du but final : le communisme à l'échelle mondiale. Il faut savoir encore apprécier à chaque instant le point atteint par la lutte et savoir faire des propositions de marche qui en même temps soient concrètement réalisables et présentent un véritable avancement de la lutte dans le sens d'un développement de l'unité et de la conscience de l'ensemble de la classe. Aller le plus loin possible dans chaque lutte, pousser jusqu'au bout ses capacités potentielles en proposant des buts réalisables mais toujours plus avancés, c'est à cela que s'attachent les révolutionnaires intervenant dans les luttes ouvertes de leur classe." (3)

vers le parti

Rien de ce qui est exposé dans les lignes précédentes n'est réellement nouveau pour le CCI. Nous savions, pour l'avoir écrit antérieurement dans notre presse, que l'intervention des révolutionnaires relevait de ces nécessités. Nous l'avions déjà théorisé et nous étions même appliqués à le mettre en pratique, par nos interventions, dans la seconde vague de luttes de 79-81.

Si, en notre sein, s'est fait jour la nécessité de repenser de manière plus fondamentale le problème de savoir quelle intervention, comment, et avec quels moyens, c'est essentiellement que tous les flous, toutes les ratées, toutes les difficultés à le mettre en pratique, ne pouvaient être plus longtemps admissibles en regard de l'accélération de l'histoire. Celle-ci impose à la fois un rythme soutenu de l'intervention et un effort théorique constant et important. Un tel effort ne peut être mené à bien s'il n'existe pas la conviction inébranlable du caractère indispensable demain du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, aujourd'hui des organisations révolutionnaires qui le conditionnent ; s'il n'existe pas une conviction égale que le rôle de l'organisation révolutionnaire aujourd'hui et du parti demain ne se limite pas à présenter des idées à la classe, les plus radicales soient-elles, mais qu'il s'agit, pour l'un et l'autre, d'être partie prenante des luttes, d'en être un élément moteur.

Il était important que le CCI puisse, à la veille de mouvements sociaux importants, procéder, pour lui-même et pour le milieu politique dans son ensemble, à de telles mises au point.

Autant on ne peut qu'inciter le milieu révolutionnaire à prendre conscience du retard des organisations révolutionnaires sur la période actuelle, autant cette démarche ne peut être prétexte à oublier, par le CCI et toutes ses sections, des responsabilités pesant sur ses épaules : la crise de ce même milieu rendrait l'intervention des révolutionnaires quasi-inexistante, si ce n'était, il faut bien le reconnaître, celle du CCI.

La présence des révolutionnaires est indispensable dans les luttes aujourd'hui, également comme condition à pouvoir jouer leur rôle demain, alors que se posera la question de la formation du parti révolutionnaire.

Ce fut le travail de notre Congrès que d'envisager ce recentrage de l'intervention dans notre activité, ce fut son mérite et l'expression d'une maturité organisationnelle, d'avoir reconnu, à ce moment de son existence, la primauté de cette question sur les autres, lui permettant ainsi de se hisser à la hauteur de ses tâches futures.

C'est en de tels moments aussi, que se construit l'organisation révolutionnaire.

R.I.

NOTES :

- (1) Organe de la social-démocratie allemande. Reproduit dans "socialisme, la voie occidentale", édition PUF.
- (2) Revue internationale n.20 : "l'intervention des révolutionnaires : réponse à nos censeurs."
- (3) "Organisations communistes et conscience de classe", brochure du CCI.

LE PCF, PARTI DE LA CONTRE-REVOLUTION

1 ère EPOQUE CONSTITUTION ET TRAHISON

● La nature du PCF ne change pas, qu'il soit associé au gouvernement ou dans l'opposition. Sa nature est bourgeoise parce que son programme politique est bourgeois-capitaliste d'Etat. Ce qui fait sa spécificité dans l'appareil politique de la bourgeoisie, c'est qu'il défend les intérêts de la bourgeoisie, du capital national, "au nom de la classe ouvrière" et qu'il lui revient d'encadrer, d'embrigader la classe ouvrière sur le terrain de l'ennemi, en se réclamant de l'histoire du mouvement ouvrier. S'il revient aux partis "communistes" et à eux seuls de remplir un tel rôle, c'est à leur origine ouvrière qu'ils le doivent car ils sont nés de la vague révolutionnaire des années 20, qui a vu le prolétariat surgir et poser la question d'une révolution mondiale. Les partis communistes sont nés de la nécessité de rompre avec l'Internationale socialiste (la deuxième Internationale) qui était passée armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie lors de la première guerre mondiale, appelant les ouvriers au sacrifice de leurs vies sous les drapeaux nationaux. Mais la révolution initiée en Russie n'a pas triomphé, elle ne s'est pas étendue mondialement et peu à peu la contre-révolution s'est installée; la classe ouvrière fut défaite idéologiquement et physiquement et les partis communistes ont joué un rôle fondamental : d'abord, dans le déboussollement du prolétariat et ensuite, dans son embrigadement direct pour le second conflit mondial. Ils ont tiré leur force de la contre-révolution elle-même, théorisant la défaite de la classe ouvrière et la victoire de la bourgeoisie à travers le stalinisme. Dans la période noire des années 30, l'Internationale Communiste dégénérée tourna le dos aux principes révolutionnaires, pour adopter en 1927 la théorie du "socialisme dans un seul

pays"; elle devint l'instrument de la politique extérieure de l'Etat russe, et les partis communistes se transformèrent en piliers du stalinisme, en fossoyeurs de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, après trois ans de participation gouvernementale, le PCF retourne dans l'opposition, non pour défendre la classe ouvrière, mais parce que c'est de là qu'il peut continuer le mieux son travail de contrôle et de dévoiement. Le parti "communiste" français n'a plus rien de communiste. Mais il a tout de français et de stalinien.

Dans un premier article, nous essaierons de montrer en quoi les origines opportunistes et centristes du PCF feront de lui un des partis communistes les plus pourris de l'IC, et comment il deviendra rapidement le fer de lance de la contre-révolution, le meilleur des partis français et stalinien. Par la suite, dans d'autres numéros du journal, nous examinerons sa politique de 1945 à 1968, période noire dans l'histoire du mouvement ouvrier. Si c'est, entre autres, sur le mensonge du "socialisme dans un seul pays", de la "défense de la patrie soviétique" que le PCF s'appuiera pour enrôler la classe ouvrière dans la seconde guerre mondiale, puis durant la reconstruction, ces mystifications ont été fortement mises à mal avec la période ouverte en 1968. Les événements de Pologne en 1980 ont depuis sapé encore plus largement l'assise du mythe du "socialisme à l'Est". Nous essaierons de montrer en quoi la période ouverte par 1968, rompant avec la contre-révolution, voit se confirmer un déclin de l'influence des partis stalinien sur la classe ouvrière, déclin que ne pourra que se développer au fur et à mesure que la classe ouvrière se dégagera de l'idéologie bourgeoise et s'affirmera comme classe révolutionnaire.

La scission de Tours en 1920 :

le triomphe de l'opportunisme et du centrisme

LE CONTEXTE AU NIVEAU INTERNATIONAL

En 1919, se créait sous l'impulsion du parti bolchévique, l'Internationale Communiste (la troisième Internationale), reprenant le flambeau de l'internationalisme prolétarien. Celle-ci, à son premier Congrès, affirmait les exigences de la nouvelle période, mettant en avant la nécessité de scissionner avec les partis traitres. La vague révolutionnaire initiée en Russie continuait à se répandre en Europe et les bolchéviks misaient sur celle-ci pour briser l'isolement de la Russie. Les principes internationalistes des bolchéviks étaient incontestables. Au second congrès de l'IC, en 1920, sont posées les 21 conditions d'adhésion à la troisième Internationale dont certaines nous intéressent particulièrement : la dénonciation du social-patriotisme et du social-chauvinisme, la rupture complète avec la politique du centre et le réformisme. Mais cette année 1920 est déjà pleine d'incertitudes. Bien que la vague révolutionnaire continue à monter, celle-ci a déjà subi des revers importants (échec de l'insurrection de Berlin, assassinat de R. Luxemburg et de K. Liebknecht en 1919, échec de "l'exportation" de la révolution en Pologne, etc).

LE CONTEXTE EN FRANCE :

En 1914, la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) s'était reliée corps et âme à l'Union Sacrée envoyant deux des siens (Guesde et Sembat) au gouvernement d'Union Nationale dès août 14 (1).

La CGP, par la bouche de Jouhaux, l'avait aussi suivie dans cette voie. Cachin, quant à lui, se distinguait dans des missions gouvernementales tout à fait spéciales et ne cachait pas son ultra-chauvinisme (2).

Dès 1917, des mutineries et des grèves se succèdent en réaction contre la guerre, même si celles-ci n'eurent jamais l'intensité et la profondeur du soulèvement du prolétariat russe et allemand. En 1919 et 1920 (grève des cheminots), les grèves furent canalisées par la CGP sur le mot d'ordre des nationalisations, confirmant ainsi leur nature capitaliste

qu'ils avaient déjà révélé définitivement lors de la première guerre mondiale. L'essentiel des réactions contre la guerre, contre la trahison des traites socialistes venait des milieux syndicalistes fortement inspirés de tradition anarchiste et anarcho-syndicaliste. Rosmer et Monatte en étaient les représentants les plus sincères et les plus combattifs. Mais cette tradition reflétait aussi un signe de faiblesse de la classe ouvrière en France qui n'avait jamais pu créer un courant de tradition marxiste et qui avait baigné pendant des années dans l'idéologie nationale véhiculée par le républicanisme et un socialisme qui se réclamait de la révolution française de 1789 et dont les options internationalistes étaient plus que superficielles.

Avant la scission de Tours, la SFIO regroupe trois tendances :

-celle de droite, ayant participé à l'Union Sacrée, et guidée par Renaudel -les "longuettistes", du nom du leader Jean Longuet, partisans de la reconstruction de la seconde Internationale et hostiles à la révolution russe, -et à gauche, les partisans de la troisième Internationale où l'on distingue ceux regroupés autour de Péricat (Comité de Défense Syndicaliste) et ceux regroupés autour du "Bulletin Communiste" (Monatte, Rosmer) qui avaient constitué le comité d'adhésion à la troisième Internationale.

Avant que ne s'engagent les discussions avec Cachin et Frossard venus en délégation au second Congrès de l'IC, les bolchéviks avaient une position juste sur les conditions de scission dans la SFIO. Ils déclaraient alors à Rosmer, Péricat et Lorient (qu'ils considéraient comme les représentants de la classe ouvrière en France) :

"C'est contre les socialistes au centre (groupe Cachin-Longuet) que vous devez concentrer vos attaques. Ce sont les plus dangereux ennemis de la révolution. En paroles avec le prolétariat, ils sont en fait avec la bourgeoisie... Si vous ne les chassez pas, vos socialistes du centre, vos mencheviks vous trahiront comme ils ont toujours trahi partout en Russie, en Allemagne, en Ukraine, en Hongrie." (3)

NAISSANCE D'UN PC DANS LA DEGENERES-CENCE DE L'INTERNATIONALE.

L'adoption des 21 conditions par le second Congrès de l'IC est symptomatique des incertitudes et des hésitations qui traversent l'IC après les revers sérieux déjà imposés à ce moment-là à la vague révolutionnaire, essentiellement en Allemagne. C'est dans ce contexte d'ailleurs que commence à s'affirmer au sein de l'IC une tendance à rejeter les conceptions défendues par les fractions de gauche, dont le KAPD allemand (qui se fera exclure lors du deuxième Congrès). Les conditions d'adhésion à la troisième Internationale sont entachées de ces tendances contradictoires. Si celles-ci affirment la nécessité de la rupture avec la social-démocratie, lors de la création des partis communistes, elles affichent également, au nom de la tactique, la nécessité de ne pas se couper des masses. C'est sur la base de cette concession que la scission au sein de la SFIO se réduira essentiellement à une rupture d'avec la droite et les "longuettistes".

Ce n'est donc pas sur la tendance de gauche, certes extrêmement minoritaire, que vont s'appuyer les bolchéviks, mais, et même avec beaucoup de réticences, sur Cachin et Frossard, venus en délégation au second Congrès de l'IC et "convertis" sur place à la thèse de l'adhésion qu'ils défendirent à Tours, sans conviction aucune. Leur opportunisme foncier qui se révélait dans leur adhésion superficielle à l'IC, se concrétisera à Tours où il s'agira plus pour eux de convaincre les éléments réformistes sur les conditions d'adhésion. Il fallut d'ailleurs un télégramme de Zinoviev et un discours enflammé de Zetkin -représentante du PC allemand- pour que la scission avec les longuettistes soit le jour. La section française de l'IC voyait le jour par 3252 mandats contre 1419 aux fractions droitières incarnées par les Blum, Longuet et consorts, hostiles soit à l'adhésion à la troisième internationale, soit au principe de la scission. Plus important cependant est la faible influence dont jouit la fraction de gauche (Monatte-Rosmer) au sein de la section : leur motion n'obtint que 44 mandats tandis que celle présentée par la tendance Cachin-Frossard en obtiendra 3208! Le PCF, section française de l'Internationale Communiste, était né, mais sans rompre radicalement avec la "vieille maison socialiste", sur les bases pourries de l'opportunisme qui permit la maintenance ou l'admission dans le jeune parti d'éléments très douteux.

SON PASSAGE RAPIDE DANS LE CAMP DE LA CONTRE-REVOLUTION

Ces années sont marquées par le renversement du rapport de forces en faveur de la bourgeoisie. Le prolétariat subit des échecs irréversibles en Allemagne, où la social-démocratie

massacre les insurrections de Berlin, Brême et Hambourg. La contre-révolution prend peu à peu racine. Dès 1921 en Russie, le parti bolchévique réprime l'insurrection de Kronstadt et après la mort de Lénine en 1924, il deviendra, avec la stalinisation, un parti étatique bureaucratique. Les 3ème et 4ème Congrès de l'IC marquent une dégénérescence accélérée, qui se concrétisera d'abord par la politique du Front Unique Prolétarien, préconisant des alliances temporaires avec les partis socialistes ou la création de partis communistes de masse au détriment de positions politiques intransigeantes et qui culminera avec la mort de l'IC quand celle-ci adoptera la théorie du "socialisme dans un seul pays", la défense de la patrie soviétique.

La dégénérescence du PCF, déjà largement gangréné à ses origines, ne fera que se confirmer au cours des années où il deviendra un parti stalinien, appliquant la politique de Moscou et s'affirmant aussi comme un parti national et de l'ordre public, magnifiquement illustrée en 1934 et 36.

Dès 1922, Monatte écrit dans le "Bulletin Communiste" :

"Le parti se désagrège (...) Aujourd'hui, en la personne du centre, qui n'est pour une large part qu'une fraction fardée et masquée de la droite, c'est le vieux parti qui continue..."

(4). A coups d'épurations successives (Souvarine, Monatte, Rosmer en 1925), le parti se stalinise tant au niveau de son fonctionnement intérieur qu'au niveau des "tournants" qu'il devra adopter en fonction de la politique extérieure de l'Etat russe. Son alignement sur les besoins de l'Etat russe se traduira par de multiples tactiques, toutes plus "révolutionnaires" les unes que les autres : c'est en les enrubannant de verbiage "révolutionnaire" que le PCF les justifiera. C'est ainsi que, de 1928 à 1934, il adoptera la tactique dite "classe contre classe", de lutte contre la social-démocratie, puis contre le facisme de 34 à 39 ; de 39 à 41, parce que l'URSS a signé le pacte germano-soviétique, le PCF se revendiquera de nouveau de l'internationalisme prolétarien et du défaitisme révolutionnaire, alors que, dès 42, il participera aux fronts nationaux de la résistance et lancera le très fameux mot d'ordre : "A chacun son boche".

C'est durant le Front Populaire que l'on verra s'affirmer avec le plus de netteté et d'ignominie la vocation nationaliste du PCF.

LIVIA

NOTES :

- (1) cf R.I. n.123
- (2) cf RI n.123
- (3) Kriegel, "Aux origines du communisme français", p.57.
- (4) Archives Monatte, p.369.

"REPRISE" ECONOMIQUE

(suite de la page 7)

Alors que les tentatives de relance grâce à la locomotive de l'économie américaine avaient, dans les années 70, conduit à des rétablissements modestes qui tendaient à s'affaiblir au fur et à mesure que se succédaient les plans, cette reprise américaine montre déjà par la disproportion entre les moyens et les résultats obtenus, par les effets pervers consistant à épuiser en capitaux les autres économies (essentiellement en Europe), le degré d'enfoncement de l'économie mondiale dans la crise, sa fragilité grandissante et l'artificialité de sa survie.

Après les élections américaines, il ne faut pas se méprendre : ce sera la nécessité de brider le déficit budgétaire américain et donc de stopper tout le trompe-l'oeil de "reprise" actuelle. Cette contraction du déficit américain ne restera pas sans consé-

quence aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe et dans le monde : l'OCDE a déjà annoncé les perspectives pour la France pour 1984 : il faudra "poursuivre les progrès réalisés en 1983 dans la direction d'une désindexation des salaires et d'une plus grande souplesse de gestion des effectifs". Laissons aux économistes leur langage châtié. Pour nous, cela signifiera encore plus d'austérité, plus de licenciements, plus de misère... en écho à une inflation galopante et aux coupes sombres opérées dans la production.

F.B.

Notes :

- (1) Friedrich Engels dans "Esquisse d'une critique de l'économie politique", 1843 - 1844.
- (2) Revue Internationale n° 38 dans l'article "La crise en Europe occidentale".

NI MONDIALE, NI AMERICAINE

Il est apparu ces derniers mois que des gens généralement aussi austères que sont les spécialistes ou experts financiers et économiques en tous genres de la bourgeoisie mondiale (banques, Banque Mondiale, Fond Monétaire International...) ont connu quelques émotions fortes, quelques sueurs glacées... Ceux-ci auraient-ils été frappés subitement par quelque sort démoniaque?

● Condition essentielle de sa propre survie en tant que classe exploiteuse, c'est avec une attention toute particulière (peu coutumière en tout cas pour "ses esclaves salariés") que la bourgeoisie idolâtre et veille cette machine quasi-infernale que constitue l'économie mondiale. Facteur de progrès immense au 19ème siècle, érigé en principe de réussite et ayant colonisé la planète entière, le système marchand est aujourd'hui devenu complètement caduc : il est devenu ce "principe", qui, une fois mis en activité, va de lui-même jusqu'à ses dernières conséquences, que la chose plaise ou non aux économistes" (1).

Soumis à ses propres lois, à sa propre logique, le "monstre" de l'économie capitaliste mondiale apparaît de plus en plus insensible aux thérapeutiques connues, qu'elles se nomment relance ou monétarisme, qu'elles se soient nommées barrisme ou delorisme en France.

Quelle reprise ?

Aujourd'hui cependant, une nouvelle starmania est née aux Etats-Unis : il s'agit du reaganisme, objet de dévotion de la convention républicaine d'investiture présidentielle tenue à Dallas ce mois-ci. Reagan aura donc réussi à se hisser sur la première marche du podium de la réussite économique, à se faire introniser patron de la "reprise" américaine : voilà le grand mot lâché ! Les chiffres ne sont-ils pas là pour le prouver ?

L'année dernière, le Produit National Brut des USA s'est accru de 3,5 % tandis que dans le même temps, la Communauté Economique Européenne flirtait à peine avec le 1 % ; la production industrielle américaine, quant à elle, faisait un bond de 6 %. Les statistiques officielles font même apparaître une tendance à l'embauche industrielle, sans omettre la "solidité du billet vert" sur lequel se ruent les investisseurs et spéculateurs du monde entier. Tel est le recto, la face noble de la "reprise" américaine. La face cachée est bien entendue moins vantée, les cris d'alarme ont été, eux, rapidement étouffés par les rumeurs orchestrales de la Convention Républicaine.

Aux Etats-Unis même, les statistiques très officielles font apparaître qu'ils étaient 35,2 millions d'américains, soit 15,2 % de la population à vivre en 1983 avec un revenu annuel inférieur à 10 178 dollars, ce qui correspond au seuil de pauvreté aux Etats-Unis : soit une augmentation annuelle de près de 860 000 personnes ! En

clair ils sont 35,2 millions d'américains à être non seulement exclus de "l'américain way of life" si chère à Reagan, mais tout simplement réduits à l'état de "miséreux".

Dans la même logique, et dans le même temps, c'est plus de 50 % des ouvriers américains couverts par des conventions collectives qui ont dû consentir (avec l'aide des syndicats) des baisses de salaire importantes au nom de la compétitivité du capital et de l'appareil de production américain comme ce fut le cas dans l'automobile, la sidérurgie et bien d'autres secteurs encore.

Sur le plan bancaire, c'est grâce à un prêt de sauvetage d'un montant de 8 milliards de dollars consenti par un groupement de banques américaines et de l'Etat américain lui-même que sera sauvée de la faillite la "Continental Illinois", huitième banque américaine par sa puissance bancaire : c'était au printemps 1984, période de "reprise". Ce coup de semonce n'est pas sans lien avec les craquements sinistres apparus durant l'hiver 82-83 dans le système financier international et dont le Mexique a été le révélateur, ce pays se trouvant dans l'incapacité de rembourser les dettes massives qu'il a contractées auprès des banques et des Etats durant la précédente décennie. L'Etat juridique correspondant à cet état de fait et que l'on ne connaît que trop bien de nos jours pour de nombreuses entreprises, c'est l'état de cessation de paiement, suivi le plus souvent du dépôt de bilan et donc de faillite avec liquidation de biens.

La crise est mondiale

Monnaie forte aujourd'hui, c'est donc au prix fort que doivent rembourser l'ensemble des pays dits pudiquement en voie de développement, généralement endettés jusqu'au cou pour les emprunts contractés il y a quelques années. Car la véritable force du dollar aujourd'hui, c'est essentiellement le fait qu'il soit la monnaie des échanges internationaux, la monnaie étalon du commerce mondial due à la suprématie économique acquise au sortir de la 2ème guerre mondiale : les USA sont le chef de file du bloc américain et vivent aujourd'hui en parasite de l'économie mondiale grâce à leur marchandise dollar. En effet, "les lois qui régissent les rapports entre capitaux nationaux, fussent-ils ceux d'un même bloc militaire, sont les mêmes que celles du milieu de la pègre" (2) : c'est la loi du plus fort.

Ceci n'est pas sans conséquences aujourd'hui pour les économies d'Europe occidentale. Car si "dans la deuxième moitié des années 70, l'économie d'Europe occidentale a commencé à perdre de plus en plus de terrain par rapport aux USA et au Japon, cette tendance s'est accélérée avec l'entrée dans les années 80" (2). Un pays comme l'Italie voit sa production industrielle chuter de 4,3 %. En Grande-Bretagne, production industrielle et produit national brut s'accroissent respectivement de 1 % et 2,5 %, chiffres qui ne compensent nullement la chute accumulée au

cours des 5 dernières années. La régression en terme de part de marché et donc de compétitivité s'illustre de manière parfaitement évidente en France : dans le contexte de la "reprise américaine" (où le dollar est cher et par conséquent où les produits industriels américains s'exportent relativement mal), allié au contexte des restructurations massives se traduisant par un chômage encore plus massif, à une attaque sans précédent du niveau et des conditions de vie de la classe ouvrière (donc facteur important d'accroissement de la compétitivité), c'est péniblement pour ne pas dire exceptionnellement (et comme tel présenté comme succès de la politique de rigueur !) que la France réussit à équilibrer ses échanges avec les Etats-Unis !

L'après-élection présidentielle américaine

Les déclarations de Monsieur Volcker, président de la Réserve Fédérale Américaine, à propos de la côte d'alerte atteinte par le déficit budgétaire américain, avaient quelque peu fait l'effet d'un pavé dans la mare apparemment sans rides du reaganisme. Si ces déclarations ont été mises sérieusement en veilleuse, ce n'est pas tant que la bourgeoisie américaine dans son ensemble ne soit convaincue de la validité des propos du patron de la "planche à billets verts", mais bien qu'une échéance soit maintenant toute proche aux Etats-Unis : celle des élections américaines avec la nécessité de promouvoir Reagan à un second mandat de président. En effet, c'est au prix d'un colossal déficit budgétaire que les USA ont pu donner l'illusion d'une "reprise" économique sur laquelle nombre d'économistes expliquent aujourd'hui qu'elle ne peut être que peu durable car artificielle.

En 2 ans, le déficit du budget fédéral aura été multiplié par 2,5 passant de 70 milliards de dollars à 179 milliards de dollars. Des moyens aussi énormes n'auront cependant pas été suffisants : si la production industrielle a augmenté de 6 % aux USA (comme nous l'évoquions précédemment), ce résultat ne compense même pas la chute de 8,1 % de 1982 ! Contre l'attaque brutale imposée à la classe ouvrière, ce déficit budgétaire aura servi pour l'essentiel à financer les gouffres économiques constitués par les programmes militaires décidés par le gouvernement Reagan. C'est ce besoin énorme de financement qui conduit les autorités américaines à maintenir des taux d'intérêts aussi élevés et de manière artificielle, compte tenu de leur monopole de la monnaie d'échange. Les effets n'ont pas attendu de se faire sentir au travers du flux massif de capitaux quittant l'Europe au profit des Etats-Unis à la recherche d'hypothétiques profits, étant donné l'impossibilité d'investir aujourd'hui de manière "rentable" (donc seule réaliste du point de vue capitaliste) dans l'appareil de production européen. Ce fait même, à lui seul, suffit à démontrer que la bourgeoisie elle-même ne croit pas au miracle de sa propre reprise.

(suite page 6)

REUNIONS PUBLIQUES

Ripostons aux attaques et aux manoeuvres de la gauche refusons l'austerité du capital

AIX EN PROVENCE:

Permanence le 19 septembre 84, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX:

Réunion Publique le 29 septembre, à 17h, au café Victor Hugo, 52 Cours Victor Hugo.

CLERMONT-FERRAND:

Réunion Publique le 14 septembre, à 20h30, ancien Lycée Blaise Pascal.

LILLE:

Réunion Publique le 22 septembre, à 15h30, 23 rue Gosselet.

LYON:

Réunion Publique le 21 septembre à 21h, à MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République). Permanence le 25 septembre à 18h, même adresse.

MARSEILLE :

Réunion Publique le 7 septembre, à 21h, 205 rue Ste Cécile, 13005. Permanence le 26 septembre, de 18h à 19h, à l'"Artistic Bar", 4, Cours J.Thierry, 13001.

NANTES :

Réunion Publique le 8 septembre, à 17h, au Centre Social des Bourderies, Nantes Chantenay. Permanence le 21 septembre, à 20h30, même adresse. Contact-diffusion le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30, au marché de la Petite Hollande.

PARIS :

Réunion Publique le 15 septembre à 17h, 27, avenue de Choisy, Paris 13ème. Permanences : tous les samedis, à 16h, à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN :

Réunion Publique le 22 septembre, à 16h30, à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion Publique le 28 septembre à 21h, cité universitaire de l'Arsenal, bat.C.

Permanences tous les vendredis, à 18h30, au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Contact diffusion les deuxième et quatrième dimanche du mois de 11h30 à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne D'Arc) et le deuxième dimanche du mois de 11h à 13h30 au marché aux puces (St Sernin).

TOURS:

Permanence le 15 septembre à 17h, 43 rue Lamartine.

PUBLICATIONS DU CCI

(ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 13, BRUXELLES 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027 USA

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, BOX 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION

Postfach 410308
5000 KÖLN 41 RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5F + 3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4F + 3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4F + 3F pour frais d'envoi) 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4F + 3F)
- La décadence du capitalisme (10F + 6F)
- Le Trotskysme (6F + 3F) Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) 4F
- L'Etat dans la période de transition (12F + 6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (4F + 3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F + 12F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES

12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE

ETRANGER PAR AVION
110F 120F

ABONNEMENTS SIMPLES

12 numéros du journal :
ETRANGER PAR AVION
65 F 80F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
120F 120F 150F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
70F 80F 100F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI : CCP 202 3302 X PARIS.

REVUE INTERNATIONALE N. 38

- QUELLES PERSPECTIVES POUR LES GREVES ACTUELLES
- LA CRISE EN EUROPE DE L'OUEST
- CRISE ET LUTTE DE CLASSE EN BELGIQUE - HOLLANDE
- LES CONDITIONS DE SURGISEMENT DU PARTI
- LE COMMUNISTENBOND SPARTACUS ET LE COURANT CONSEILLISTE (1942 - 1948)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu Paris 20ème
Directeur de publication : D. Van Celst
N° de commission Paritaire : 54267

LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION

Le retrait du PCF du gouvernement ne doit ni surprendre, ni désarçonner les révolutionnaires : c'était une nécessité inscrite dans la situation dont la bourgeoisie française héritait au lendemain des élections de mai 81. Dès juin 81, l'article sur "la crise politique de la bourgeoisie française" (RI n.86) analysait l'arrivée au pouvoir de l'ensemble des fractions de gauche comme un faux pas, un accident qui résultait de faiblesses politiques particulières de la bourgeoisie française. Mais cette vision s'appuyait sur une analyse plus générale que nous mettions en évidence dès 1979 : "La classe ouvrière, dans la période qui vient, retrouvera de façon quasi générale le même ennemi (la gauche) dans l'opposition, n'hésitant pas à radicaliser son langage pour mieux saboter ses luttes." (résolution sur la situation internationale au 3ème Congrès du CCI, Revue Internationale n.18).

Ce cadre, que nous donnions comme étant la seule politique que la bourgeoisie des pays industrialisés du bloc occidental pouvait appliquer sur toute une période face à la montée des luttes ouvrières, ne fait que se confirmer aujourd'hui -notamment en France, avec la sortie du PCF de l'orbite gouvernementale.

● "La gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie est la fraction spécifiquement destinée à exercer le contrôle idéologique de l'Etat sur le prolétariat ; cela n'est possible que dans la mesure où cette gauche se réclame des traditions de la classe ouvrière au niveau politique et syndical. Ne pouvant maintenir la gauche crédible et donc la crédibilité de l'Etat avec la gauche au gouvernement, la bourgeoisie est obligée de se réorganiser pour mettre cette gauche dans l'opposition." (Rapport sur la situation internationale au 5ème Congrès du CCI, Revue Internationale n.35, 4ème trimestre 1983).

Années d'illusion :

la gauche au pouvoir

Dans les années 70, face aux premières manifestations de la reprise générale de la lutte de classe (mai 68 en France, automne 69 en Italie, hiver 70-71 en Pologne) marquant la rupture avec un demi-siècle de contre-révolution, la bourgeoisie avait pu maintenir sa domination en tentant de reconstruire une idéologie d'union nationale autour de ses nouveaux plans d'austérité. Il s'agissait de freiner et de paralyser momentanément les luttes ouvrières en maintenant l'illusion qu'une série de "sacrifices" permettrait de "sortir de la crise". La perspective de la gauche au pouvoir et ses corollaires idéologiques ("avance des forces progressistes", "changement social") étaient seuls susceptibles de mobiliser le prolétariat à cette stratégie.

Mais en même temps que la bourgeoisie devait reconnaître de plus en plus ouvertement la gravité de la crise économique, elle devait constater l'usure rapide de ses cartes de gauche au gouvernement face à l'accentuation des luttes prolétariennes. La bourgeoisie n'aurait pu continuer avec les mêmes orientations politiques sans aggraver bien davantage le risque de perdre le contrôle social, notamment à cause de l'affaiblissement de la fonction spécifique de la gauche : l'encadrement du prolétariat.

Ces partis et appareils de gauche, en ce qu'ils se prétendent être des "organes ouvriers", que leur fonction

première consiste à mystifier, tromper, fourvoyer les ouvriers, sont obligés de se présenter devant eux avec un masque, une phraséologie "anti-capitaliste". Leur séjour au pouvoir les met dans une situation plus difficile que pour toute autre fraction ouvertement bourgeoise.

C'est pourquoi leur présence au gouvernement est toujours un phénomène marginal, à moins qu'elle ne corresponde à un moment de défaite et d'embrigadement actif du prolétariat (guerre ou période de reconstruction).

Dans une situation d'intensification à la fois des politiques d'austérité et de remontée de la lutte de classes, le pouvoir gouvernemental les rend inaptes à assurer efficacement leur fonction d'immobilisation de la classe ouvrière, indispensable pour assumer la domination bourgeoise sur la société.

Années de vérité

A travers une série de "crises" politiques contrôlées (rupture du Programme Commun en France en 78, abandon par le PCI de la politique de compromis historique" depuis 81 en Italie) et de manoeuvres électorales, la bourgeoisie a tout mis en oeuvre pour réaliser une réorientation de ses forces de gauche dans l'opposition.

En 1980, l'élection présidentielle de Reagan fut assurée par la candidature Anderson qui a pu mordre fortement dans l'électorat démocrate et empêcher la réélection de Carter.

En Belgique, le parti socialiste, tout en se démarquant fausement des programmes d'austérité a quitté le gouvernement, ce qui lui a permis de mieux encadrer les luttes ouvrières de mars-avril 82 puis de l'automne 83.

Au delà même des résultats électoraux, qui pouvaient donner un parti de gauche majoritaire, la bourgeoisie n'a pas hésité à se livrer à une série de combinaisons artificielles pour renvoyer cette gauche dans l'opposition : -En Grande-Bretagne, l'alliance des libéraux et des conservateurs, la défection de l'aile droite du parti travailliste constituant un nouveau parti social-démocrate, ont permis aux travaillistes de regagner l'opposition à la suite des luttes des sidérurgistes anglais en 79.

-Le renversement d'alliance des libé-

raux en RFA a permis l'élection du démocrate-chrétien Kohl en 83 malgré la majorité social-démocrate au Reichstag. -De même, la coalition des partis de droite aux Pays-Bas, ou la marginalisation du PCI en Italie, en dépit de son succès aux législatives, ont joué le même rôle.

Aujourd'hui encore, on voit qu'aux Etats-Unis, c'est au prix du plus gigantesque déficit commercial de leur histoire qui relance à terme l'aggravation de la crise économique mondiale (voir article dans ce numéro) que le mythe de la reprise est alimenté pour assurer la réélection de Reagan en Novembre. Hors même du plébiscite de Reagan, candidat unique à la convention républicaine, une campagne est lancée pour jeter le discrédit sur la colistière du candidat démocrate, Mondale, (exploitation du "scandale" autour de sa déclaration de revenus).

Tandis que ce sont des gouvernements "durs" qui se chargent de prendre les mesures impopulaires (Reagan, Thatcher, Kohl), la gauche tente de réinvestir tout le terrain social. Fondamentalement, cette contre offensive politique et idéologique vise à mieux faire assumer par les appareils de gauche, politiques et syndicaux, leur travail de sape, de démolition, de désorganisation des luttes ouvrières :

"En somme, au lieu de conduire le train sur des voies de garage en étant dans la locomotive, la gauche politique et syndicale va tenter de façon pernicieuse de le faire dérailler." (Revue Internationale n.18).

Face à la pression grandissante des luttes ouvrières depuis l'automne 82, s'est confirmée non seulement la tendance à la généralisation de la politique de la gauche dans l'opposition de la part de la bourgeoisie, mais une radicalisation de la phraséologie de ces appareils politiques et syndicaux.

Mieux encore que les appareils des partis dont les limites sont plus évidentes, faute de perspective à offrir, ce sont les syndicats qui traduisent le plus clairement ces opérations permanentes de sabotage, de "déraillement des luttes". Il suffit de rappeler le DGB allemand dévoyant la colère des ouvriers sur les trente-cinq heures, l'encadrement corporatiste des syndicats en Grande-Bretagne face à la tendance des luttes à s'affirmer à l'échelle nationale, le partage des tâches entre syndicats "modérés" et "combatifs".

Mais dans la mise en oeuvre de cette politique, les bourgeoisies nationales disposent d'appareils plus ou moins flexibles. La bourgeoisie n'étant pas une classe homogène, elle doit aussi surmonter certaines divisions, et des archaïsmes liés aux retards politiques du capital national.

En Grèce, en Espagne, au Portugal, la subsistance du PS au gouvernement est l'expression des difficultés de la classe dominante à constituer de solides forces de droite au sortir de longues périodes de régimes militaires ou fascistes. En Suède, c'est au contraire la longue hégémonie de la social-démocratie qui n'a pas permis aux forces de droite de s'aguerir suffisamment à l'exercice du pouvoir.

Mais la bourgeoisie française reste aujourd'hui marquée par une série de faiblesses spécifiques dont nous n'évoquerons que les deux plus importantes :

-l'inadéquation et la rigidité des institutions de la 5ème République, obstacles à une adéquation rapide à la situation actuelle (président élu pour 7 ans, assemblée nationale pour 4 ans).

-les séquelles de l'effondrement du PS au début des années 70 qui l'a contraint à passer par une alliance avec le PC pour recouvrer sa crédibilité.

Malgré la rupture du Programme Commun trois ans auparavant, lors de son accession au gouvernement, le PS, porté par la dynamique du mythe de "l'union de la gauche", ne pouvait faire moins que de laisser des strappings au PC, d'autant qu'il avait besoin de lui pour faire partager la responsabilité des mesures impopulaires qu'il devait prendre au lieu de lui laisser le bénéfice du monopole de l'opposition de gauche.

Le PC se devait lui aussi de compenser l'érosion de son électorat, continue depuis 78, par des postes de responsabilité pour les bureaucrates de son parti à tous les niveaux de l'appareil d'Etat, en même temps qu'il était contraint de les accepter sous peine d'une perte de crédit plus marquée après avoir axé toutes ses campagnes des années précédentes autour de la revendication de "ministres PC au gouvernement" et avoir voulu rejeter la responsabilité de la rupture du Programme Commun sur le PS.

Après avoir cautionné pendant trois ans le gouvernement et ses mesures (cf. article dans ce numéro), c'est la reprise des luttes ouvrières, notamment depuis septembre 83 en France dans tous les principaux secteurs économiques et industriels du pays qui a placé le PC dans une situation de plus en plus insoutenable, l'amenant à des contorsions et à des "grands écarts" de plus en plus démesurés pour justifier en même temps sa soi-disant représentation en tant que "parti des travailleurs", et la politique gouvernementale ouvertement anti-ouvrière.

La sortie du PC du gouvernement correspond parfaitement à la nécessité de tenter de juguler la montée de la pression sociale.

Cette porte de "sortie" ouverte pour le PC signifie en clair que ce parti va pouvoir tenter de redéployer plus librement son rôle spécifique au sein de la bourgeoisie. Concrètement, il faut s'attendre à ce qu'il modère d'ores et déjà son langage au gré de la pression ouvrière.

Dans les luttes prolétariennes prévisibles en France, cela traduit ainsi un premier pas vers un réarmement de la bourgeoisie en France contre le prolétariat. C'est l'expression directe d'un besoin général de la bourgeoisie plus pressant que jamais à mesure que s'amplifient les mesures anti-ouvrières et que se précise le risque d'une flambée sociale à l'échelle européenne : renvoyer l'ensemble de ses fractions de gauche dans l'opposition face à la montée des luttes ouvrières.

Y.D.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.